

Le libertaire

**Silence
dans
les
rangs !**

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION. RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

NOUS NE CAPITULERONS PAS !....

Plus bas que Poincaré !!! Ce que nous aurions dit au meeting

Ceux qui ont vécu l'avant-guerre se rappellent qu'en juillet 14 et jusqu'à huit jours avant la mobilisation, les ouvriers purent s'assembler en de vastes meetings pour clamer leur haine de la guerre. Poincaré, ce médiocre de sinistre mémoire n'allait pas si loin dans l'infamie que le Front populaire. Poincaré n'envoyait pas ses équipes de matraqueurs professionnels sur les travailleurs et n'interdisait pas la liberté de réunion. Poincaré était moins vil, moins fourbe et moins lâche que les Blum, Dormoy et consort.

Quand on pense qu'une masse imbécile, chloroformée par une poignée de crapules et de bourreurs de crânes sans scrupules est prête à se faire massacrer pour la défense des libertés démocratiques, contre le fascisme, alors qu'ici-même les droits les plus élémentaires sont supprimés par un gouvernement de basse police et qu'un fascisme invoué sévit, on se demande jusqu'où peut aller l'imbécillité humaine !

Léon Blum, ce messie qui devait sauver le prolétariat et le guider dans les temps nouveaux se fait le fourrier de la guerre et de la réaction. Ce « révolutionnaire » qui devait mettre la légalité en vacances a simplement mis la liberté hors la loi ! Dans l'opposition, il disait « je vous hais » aux représentants des exploités. Aujourd'hui, il tend les bras aux Marin, Paul Reynaud et autres canailles pour réaliser l'union sacrée. Cet homme qui dénonçait la guerre impérialiste fait assommer les prolétaires qui veulent rester des internationalistes. Blum veut faire l'union nationale. Blum veut sa guerre. Défense à ceux qui doivent faire les frais du massacre d'élever la voix.

On permet au R.U.P. de tenir des manifestations « contre la guerre » qui sont en réalité des réunions du Comité mondial des femmes, officine du Parti communiste, car ces antifascistes sont prêts à donner leurs maris et leurs enfants au militarisme français, pourvu que ce soit contre « Hitler » et pour la « Russie démocratique (!!!) ».

Mais on interdit la parole aux anarchistes, ces empêcheurs de « s'armer en rond », parce qu'on sait qu'ils n'acceptent pas de s'unir avec leurs maîtres contre un adversaire autre que leur ennemi de classe.

On a vu avec quelle duplicité on a saboté notre meeting. La préfecture de police et le ministère de l'Intérieur se sont rejoints la responsabilité de l'arbitraire mesure. La protestation de la Fédération socialiste de la Seine a été escamotée. On a utilisé la radio et publié

des notes de presse ambiguës pour inciter les auditeurs à rester chez eux. On n'a pas eu le courage d'avouer qu'on interdisait la réunion. On a dit hypocritement : « Le meeting n'aura pas lieu », laissant supposer ainsi que c'était nous qui le décommandions. Blum-Badinguet et Dormoy l'assassin n'ont même pas le courage d'avouer leurs actes liberticides.

Mais les laquais du capital ne parviendront pas à nous faire taire. Ils ne nous empêcheront pas de crier casse-cou aux prolétaires honteusement dupés. Malgré les procédés ignobles employés pour nous réduire au silence, nous dirons ce que nous avons à dire. Depuis le Front populaire et particulièrement sous les « directions socialistes », nous avons vu nos journaux saisis, notre local cambriolé, nos militants perquisitionnés, nos propagandistes arrêtés au mépris de toute légalité. Nous demandons aux ouvriers antifascistes si c'est bien ce régime-là qu'ils veulent défendre. Si un Blum qui capitulait honteusement devant les gâteaux réactionnaires du Sénat et qui s'emploie aujourd'hui à étrangler le droit de réunion, représente bien une démocratie qui vaut qu'on se fasse tuer pour elle.

Quant à Marx Dormoy, rien de lui ne saurait plus nous surprendre. Digne chef des brutes qu'il commande, le premier flic de France n'est plus à une saloperie près. Le sang ouvrier a coulé sous son règne, en Algérie, à Metlaoui, à Clichy. On se souvient qu'après la fusillade de Clichy, un militant gifla l'assassin et lui cracha à la face. Un autre que ce triste sire, après d'aussi piètres états de service, n'eût eu de souci que celui de se faire oublier. Dormoy, lui, est tout prêt à récidiver. Il ne connaît pas la honte. Calotté un soir de bagarre, il ose reparaitre devant le prolétariat et de nouveau partir en guerre contre la liberté.

Nous ne le tolérerons pas. L'union nationale et la mise en sommeil des revendications ouvrières sont des trahisons qui préparent la guerre. Blum-Dormoy prétendent nous empêcher de le crier et de dénoncer leur infamie. Pour cela, ils n'hésitent pas à supprimer la liberté de réunion, la liberté de la presse et même la liberté individuelle.

Travailleurs qui votez avec enthousiasme pour le Front populaire défenseur de libertés, l'accepterez-vous ?

Pour notre part, nous nous défendrons par tous les moyens contre ces procédés odieux de dictature policière. Les anarchistes ne se laisseront pas museler par un eunuque et par un assassin.

Notre meeting a été interdit par le gouvernement Blum-Dormoy. Au moment où les politiciens et les leaders syndicaux trahissent le prolétariat réalisant l'union sacrée, il est défendu de parler contre la guerre.

Seule la Fédération socialiste de la Seine a associé sa protestation à la nôtre contre ces violations de la liberté de parole. La presse de gauche, l'Euvre, Populaire, Humanité, n'a même point osé insérer le communiqué de la Préfecture de Police. Un tel silence est un aveu de complicité.

Inutile de le dire, nous n'avons pas l'intention de nous laisser faire et de nous soumettre aux arrêts dictatoriaux d'un gouvernement de basse police. D'ores et déjà nous envisageons une riposte aux mesures arbitraires dont nous sommes l'objet. Nous appellerons tous ceux pour qui la liberté est encore quelque chose à se joindre à nous pour protester.

Quoi qu'il en soit, on peut affirmer que ce meeting si nous avions pu le tenir eût connu un immense succès. Malgré les annonces par T.S.F. et par la presse du soir invitant les auditeurs à rester chez eux, de nombreux camarades se pressaient au dehors de la Mutualité. Des groupes circulaient conspuant le gouvernement et chantant le cinquième couplet de l'Internationale. L'agitation et la sympathie que nous vaut notre position contre la guerre de la part de ceux qui n'ont pas répudié l'internationalisme sont de bon augure.

Nous avons demandé à chacun des orateurs qui devaient prendre la parole de résumer pour les lecteurs du Libertaire les pensées qu'il aurait développées à la tribune.

Nous sommes sûrs que chaque militant aura à cœur de faire lire ces quelques lignes autour de lui.

Et pas pour la France

Sous le Front populaire pire que sous tout autre régime, il semble que le langage de l'internationalisme soit une langue morte. Après les mots d'ordre « pas de défense nationale en régime capitaliste », les chefs soi-disant révolutionnaires tiennent à leurs troupes des propos que n'eût point désavoué Deroult. Les leaders syndicaux accumulent les trahisons et les tournures d'obus, complètement domestiqués, demandant à faire des heures supplémentaires. Nous sommes loin du temps où l'on dénonçait les marchands de canons. Le patriotisme, « la plus sottise des passions et la passion des sots », comme disait Schopenhauer, sévit parmi les prolétaires, ces gueux qui n'ont rien à défendre et qui sont toujours prêts à courir stupidement aux frontières.

Chose curieuse, ce sont maintenant les capitalistes qui paraissent s'attacher qu'un crédit limité à la Patrie. Les Bailly, les Vautel et les Flandin font des réserves. « Nous ne nous battons pas pour l'Espagne républicaine », disent les uns. « On ne nous aura pas pour l'Autriche », affirment les autres. « Pas pour la Russie soviétique », déclarent d'autres encore. Quant aux ouvriers, ils ne font aucune difficulté, pourvu que ce soit « contre le fascisme ». Et finalement, l'union sacrée se fera « pour la France ».

Pour notre part, nous restons fidèles à l'internationalisme prolétarien et à la lutte des classes. Nous n'avons rien de commun avec le capitalisme français, l'armée française et les généraux français.

Notre guerre à nous ne saurait être qu'une « guerre civile ». Notre ennemi est chez nous, tel est le principe qui reste notre règle de conduite. C'est pourquoi nous nous refusons à la mobilisation et à l'union sacrée.

Nous ne pouvons accepter d'être antifascistes sous les ordres du général Weygand. La révolution espagnole ne saurait être défendue par la clique militaire.

Sous aucun prétexte nous ne marcherons aux côtés de nos ennemis de classe dans la guerre impérialiste.

Pas « pour l'Espagne républicaine ».
Pas pour l'Autriche.
Pas pour la Tchécoslovaquie.
Et surtout : Pas pour la France !

Maurice DOUTREAU.

Guerre impérialiste, non Guerre civile, oui

La guerre menace, mais la partie n'est pas encore perdue. Le sentiment pacifiste n'est pas totalement mort dans les masses. Le dopage patriotique des partis du Front populaire n'a pas réussi à pénétrer profondément dans le cœur des ouvriers. Ces derniers restent des ennemis de la guerre, ils l'accepteront parce qu'ils croient que la guerre prochaine sera dirigée contre le fascisme.

Nous devons dénoncer le mensonge de la guerre idéologique, démontrer aux travailleurs que dans la guerre prochaine, comme dans toute guerre impérialiste, c'est toujours pour leurs capitalistes qu'ils se feront tuer.

La frontière des classes, celle qui oppose les exploités aux exploités est la seule que nous reconnaissons. Elle ne se trouve pas sur le Rhin, aux Alpes ou aux Pyrénées, mais dans notre propre pays. La formule de Liebknecht pendant la guerre : « L'ennemi est chez nous », doit devenir notre mot d'ordre.

Les armées impérialistes ne sont jamais porteuses de libertés. Lutter contre le fascisme par la guerre est une duperie, au contraire c'est par l'instauration de la dictature militaire qu'elle débutera.

Pour avoir voulu lier le sort du prolétariat à celui de la bourgeoisie, le Front populaire sombre dans l'Union sacrée. Cette faillite nous indique ce qu'il ne faut pas faire si l'on veut empêcher l'horrible boucherie qui se prépare. Nos dirigeants ne veulent pas montrer le spectacle d'une France divisée, « ravagée » par les luttes sociales. Eh bien ! nous disons que seule une France divisée ou vit un grand souffle révolutionnaire est pacifiste, antifasciste et semble capable d'éviter la guerre.

La lutte anti-guerrière est avant tout un problème révolutionnaire. On parle de guerre idéologique mais l'Espagne, le seul pays où la guerre a véritablement cet aspect, est sacrifiée par les puissances démocratiques pour le profit des banquiers de la City. Si nous voulons éviter la guerre, il faut avant qu'il ne soit trop tard nous porter au secours de la classe ouvrière ibérique. Sa victoire sera le signal de la défaite du fascisme et du capitalisme international.

Unis dans un même sentiment les travailleurs de tous les pays, poursuivront leur émancipation et s'empareront des moyens de production et d'échange. Alors seulement la paix ne sera plus menacée.

En fait on ne lutte contre la guerre impérialiste que par la guerre civile.

R. FREMONT.

Contre les patries Pour l'internationale

La durée de la Paix n'est plus aujourd'hui qu'une hypothèse. La catastrophe imminente qui menace le monde démontre une fois de plus l'absurdité de préparer la guerre pour avoir la paix. Car jamais, dans toute l'histoire, chez aucun peuple, la guerre n'a été préparée avec plus de frénésie et plus d'ampleur que depuis vingt ans. Avec ses armements, l'humanité se trouve en présence d'un cinquième élément qu'elle a forgé elle-même et qu'elle redoute comme les premiers hommes redoutaient les forces inconnues. Mais ceux du vingtième siècle, poussés par une minorité malfaisante continuent à s'acheminer vers les charniers. Et avec un cynisme, une inconscience qui s'étalent à toutes les pages de leurs journaux, les conducteurs de troupeaux ne répondent à leurs timides interrogations que par la promesse que si la catastrophe se déclenche de l'autre côté du fleuve, ils lui opposeront une autre catastrophe. Pour arrêter un express venant du Nord, on lancera un autre express venant du Sud.

Nous, nous refusons de monter dans les trains. Nous n'acceptons pas la raison pour laquelle on veut nous y enfoncer. Nous sommes contre toutes les patries, à commencer par la nôtre, puisqu'elle nous a incorporés de force dans ses organismes et que notre vie commence par cette première servitude de la nationalité imposée.

Nous sommes logiques. L'esclave qui prétend lutter pour l'affranchissement commun doit d'abord prouver son ardeur à s'affranchir lui-même. Sinon son apostolat devient suspect. Tous ceux qui, sous un prétexte quelconque, devoir, morale, patrie, apportent quelque réticence à cette vérité, n'ont le droit de parler ni de Révolution ni d'Internationale. Ce n'est pas en temps de paix que les internationalistes doivent prouver leurs convictions ; c'est précisément en temps de guerre ; c'est à l'heure H qu'on reconnaît les vrais internationalistes. Or à chaque fois qu'elle a sonné elle a confondu dans le même opprobre les partis politiques. Elle les réunit aujourd'hui, comme hier, sous l'égide de l'Union sacrée, c'est à dire contre l'Internationale, contre l'Humanité, contre la Paix.

Pour la guerre ! Nous ne voulons pas être complices d'un tel crime ; nous le dénonçons quand il en est temps encore et de toutes nos forces nous crions : « A bas la guerre ! A bas les patries qui consentent à la guerre ! A bas le Capitalisme qui divise les peuples en patries et s'oppose à une Humanité qui veut être internationale en attendant d'être une Humanité sans nations ! »

AURELE PATORNI

(Voir la suite en 2^e page.)

Luttons contre l'Union sacrée ET CONTRE le bâillon gouvernemental

La voix de notre Union Anarchiste a été à peu près seule à s'élever contre la guerre qui menace et contre l'Union Sacrée qui la rend possible. Si faible que soit notre cri d'alarme, il est entendu dans la classe ouvrière qui ne capitule pas entièrement.

Le Gouvernement de Front populaire veut nous faire taire. Il a parfaitement compris que ni les menaces, ni les poursuites, ni les condamnations, ne viendraient à bout de notre volonté farouche de nous opposer de toutes nos forces au crime qu'il prépare. Il a donc employé un autre moyen, il a interdit notre meeting, qui aurait été un très grand succès, si l'on tient compte que malgré l'annonce par T.S.F. et par presse que le meeting n'aurait pas lieu, plus de trois mille camarades s'étaient déplacés. Ceci est donc pour nous une indication que nous n'avons pas à désespérer que la partie n'est pas encore perdue.

Le Front populaire sait parfaitement bien que la politique d'interdiction qu'il emploie est le seul moyen de nous réduire au silence. Par ce système, il épuise rapidement nos maigres finan-

ces. Ce meeting interdit, nous cause une perte de près de 4.000 francs, perte qui a menacé la parution même du présent numéro du « Libertaire ». Dans ces conditions, il nous serait difficile de tenir longtemps.

Le Gouvernement a bien préparé son mauvais coup, mais il ne réussira pas. Il a compté sans le dévouement de tous nos militants, de tous nos sympathisants, de tous nos lecteurs. Le déficit causé peut être couvert très rapidement si chacun comprend qu'il est de son devoir de nous envoyer immédiatement son aide. Des listes de souscriptions sont à la disposition de tous nos camarades ; chacun doit les faire circuler autour de soi, dans son usine, dans son bureau, dans son chantier.

Contre la guerre, contre le bâillon gouvernemental, tous débout !

DES CETTE SEMAINE, ENVOYEZ TOUS VOTRE AIDE AU « LIBERTAIRE ».

Adressez les fonds à Scheck, 9, rue de Bondy, Paris (10^e). Chèque postal : Scheck Paris 487-78.

Famine et mort sur l'Espagne

Celui qui revient d'Espagne, après avoir vécu là-bas les dernières semaines, se rend compte en rentrant en France de la pauvreté d'imagination de l'esprit humain. A quelques dizaines de kilomètres de la frontière règnent en permanence la famine et la mort. Le ventre vide, la population des grandes villes du littoral méditerranéen attend à chaque moment la destruction.

Les trois jours de carnage et d'horreur qu'a vécus Barcelone la semaine dernière tout en soulevant l'indignation de tout homme qui sent encore battre un cœur dans sa poitrine n'ont cependant pas suffi pour faire comprendre aux gens d'ici que la période de l'indignation platonique devrait être à jamais résolue.

Où il faut accepter la conception fasciste de l'univers, c'est-à-dire le mépris absolu de la personne humaine, l'organisation systématique de l'anéantissement physique de tout être qui aspire à un monde de justice, de bien-être et de liberté ; ou alors, il faut réagir par des faits et mettre tout en œuvre pour empêcher cette abomination.

Le mot d'ordre que vient de lancer la S.I.A. française : « du blé et des armes ».

résume parfaitement en deux mots le sens de cette réaction.

Où, du pain, tout de suite, à ces millions d'êtres qui manquent souvent du minimum indispensable à la vie. Il faut qu'on sache que dans les grandes villes de l'Espagne anti-franquiste on manque de tout. Pas de pain, pas de viande, pas de légumes. Le problème de la subsistance quotidienne accapare l'esprit des travailleurs. Il faut avoir vu dans Barcelone ces files innombrables de femmes attendant pendant des heures, la distribution problématique de quelques bouchées de pain ou de quelques dizaines de grammes de légumes ; il faut avoir vu ces enfants hâves mendiant du pain, pour comprendre à quel point la situation de nos frères d'Espagne est tragique.

Il faut comprendre que l'endurcissement séculaire de l'Espagnol à la misère a tout de même des limites. A elle seule, cette disette générale serait suffisante à atteindre le moral de ce peuple pourtant héroïque.

Mais il y a autre chose. Il y a l'assassinat collectif, tel que le massacre des trois

jours horribles de la semaine passée en Espagne, le modèle à Barcelone.

On a donné le chiffre officiel de 700 morts; mais sans tomber dans une exagération démoralisatrice, on peut admettre le double, davantage même, prétendent certains.

Cette boucherie n'a été possible que parce que le bombardement des villes ne rencontrait en Espagne aucun obstacle sérieux. Aucun avion de chasse à Barcelone pendant ces trois journées de terreur! Les assassins de l'air, en toute impunité, pouvaient perpétrer leur carnage.

Qu'on imagine alors l'état d'esprit d'une population qu'envahit le sentiment d'une impuissance quasi-totale! Il faut tout le courage, mêlé d'un peu de fatalisme, du peuple espagnol pour résister à la démoralisation et à la panique.

«Où, il faut des armes et en masse à nos frères d'Espagne».

Le pain et des armes et tout de suite. Si le prolétariat de France devait persister dans cette inertie où le tiennent ses dirigeants, quelle terrible responsabilité pèserait sur lui en cas de défaite!

Que chacun de nous se dise et se convainque qu'il aurait sa part dans cette responsabilité collective, et qu'il œuvre en conséquence.

L. ANDER.

Ce que nous aurions dit au meeting

(Suite de la première page)

Rien pour la guerre

Notre raison d'être des hommes, est de ne pas accepter le destin des bœufs. Aucun compromis même au nom de la défense de la révolution espagnole ne nous trouvera derrière notre bourgeoisie. Sa guerre ne sera jamais notre guerre. Nulle frontière pour le prolétariat n'est à défendre. Les seules que le prolétariat ait à défendre sont celles qui l'opposent à sa bourgeoisie. Nous sommes pour la lutte de classe et non pour l'union des classes, prélude de la tuerie. Rien n'est à défendre en régime capitaliste autre que nos intérêts de prolétaires. La guerre est toujours la défaite du prolétariat. Au front des Français nous dressons le front des exploités. La lutte contre la guerre est liée à la lutte contre l'appareil capitaliste. Notre objectif immédiat est la lutte à la base dans tous les lieux où notre bourgeoisie nous exploite. Action révolutionnaire. Notre ennemi est chez nous. Que la France crève, que le prolétariat vive. L'antifascisme front populaire sert de plate-forme d'union sacrée.

Lutte révolutionnaire contre notre bourgeoisie, et non lutte soi-disant antifasciste derrière elle contre le prolétariat international. Action collective révolutionnaire du prolétariat contre l'état capitaliste, contre la guerre. Notre vie pour la Révolution. Rien pour la France capitaliste. Vive la commune victorieuse.

R. GOUDRY.

Nous refusons!

L'abandon des méthodes d'action directe contre le capitalisme, notre véritable ennemi; vingt années de caporalisation politique à outrance, l'abominable vénalité des chefs idéologiques du prolétariat, ont plus fait pour rendre la guerre inévitable que les contradictions capitalistes elles-mêmes.

Le prolétariat, manuel et intellectuel, pourrait, cependant, empêcher le massacre: ses organismes de liaison existent, il est partout où la guerre s'allume.

Si la guerre venait, il aurait donc les moyens et le devoir de lui barrer la route. En lui refusant tout, y compris nos personnes, nous pouvons abattre la bête puante. Avoir de semblables possibilités devant une aussi tragique menace, c'est avoir une lourde responsabilité.

Aucune excuse ne pourrait nous permettre de l'éluder.

L. HUART.

Pas de défense nationale

Appelé à parler le dernier, j'aurais tenté de tirer des discours prononcés par mes amis une conclusion générale.

Cette conclusion aurait fait ressortir l'unité fondamentale de vue de tous les anarchistes et syndicalistes révolutionnaires, dans les conjonctures présentes.

J'aurais fait observer que, les anarchistes ne formant pas un parti politique, notre position n'est pas soumise aux fluctuations de la politique; que, quelles que soient les conditions et circonstances sur le plan national et international, notre opposition à l'Union Sacrée, prélude de la guerre, et à la guerre elle-même reste invariable, irréductible.

J'aurais dénoncé sévèrement le manque de logique et de courage de ces faux pacifistes qui, s'affirmant, en période normale et de calme relatif, passionnément attachés à la sauvegarde de la paix et résolu à lui tout sacrifier, s'empressent de se déclarer, sitôt que se rapproche ou se précise la menace de guerre, prêts à prendre les armes, à se battre vaillamment et à mourir pour la patrie.

J'aurais évoqué le souvenir de ces anciens combattants jurant solennellement qu'ils ne «remettront ça» en aucune circonstance, à aucun prix.

J'aurais rappelé l'affirmation réitérée des partis politiques qui, se proclamant uniquement dévoués aux intérêts de la classe ouvrière, n'ont cessé d'affirmer que, «sous le régime capitaliste, il n'y a pas de Défense nationale» et je les aurais sommés de nous dire si l'avènement au pouvoir du Front populaire a mis fin au régime capitaliste.

Je n'aurais pas manqué de mettre la C.G.T. en demeure de justifier sa position présente, et de nous dire pour quelles raisons les exploités de tous les pays qui, hier encore, devaient s'unir, sans distinction de race et de nationalité, contre les exploités de partout, ont actuellement le devoir de s'entretenir au profit de leurs exploités.

Après avoir scruté l'horizon dans tous les sens, j'aurais constaté que, une fois de

Gouverner, c'est trahir

M. Léon Blum a formé le cent-quatrième gouvernement de la Troisième République. C'est un chiffre assez conséquent pour les pauvres mortels que nous sommes, mais combien il paraît petit dans l'infinité des nombres. Et s'il est vrai que «gouverner, c'est prévoir», peut-être serait-il sage que M. Léon Blum préparât dès aujourd'hui son futur ministère, car celui qu'il préside actuellement aura bientôt réalisé ce tour de force de se briser contre l'hostilité unanime de toute la population française.

Mais gouverner ce n'est pas prévoir; dans l'ordre actuel des choses gouverner c'est trahir, surtout lorsque l'on veut par des subtilités politiques réaliser une unité qui n'existe en fait ni dans les cœurs, ni dans les corps, ni dans les esprits. Et le cabinet Blum, le second, s'écroulera bientôt sous la réprobation générale, sans espoir de retour. Après avoir raté son entrée, notre actuel président du Conseil ratera sa sortie; et c'est dommage car il valait mieux que cela.

M. Léon Blum est sans doute une des intelligences les plus subtiles du Parlement. Dans une assemblée où la médiocrité fait depuis dix ans de sensibles progrès; où les grands politiques ont disparu laissant le champ libre aux ténors d'opérettes dont l'incapacité n'a d'égale que l'ambition, on aurait pu penser qu'il allait par sa culture, par son allant, par sa science politique ébranler cette bande de coquins et d'arriérés qui, de l'extrême droite à l'extrême gauche, trafiquent de la nation ou du prolétariat et mentent au peuple, parce qu'ils font métier de mentir. Non, M. Blum n'a rien fait, parce qu'il n'y a rien à faire. Et ce que nous lui reprochons c'est de le savoir.

M. Gaston Bergery, une autre lumière du Parlement, déclarait récemment à la tribune même de la Chambre, que le peuple avait été trahi au lendemain des élections par son gouvernement et par ses élus. Ce n'est pas tout à fait exact. La trahison ne se situe pas après les élections de Mai 1936, mais avant. La trahison, elle date du jour même où sur les tréteaux électoraux, à grand renfort de démagogie, les candidats du Front populaire, à quelque parti qu'ils appartiennent, firent les promesses qu'ils savaient pertinemment ne pas pouvoir tenir. La trahison, elle date du jour où fut consacré cet immoral mariage à trois: communistes, socialistes, radicaux; la trahison c'est d'avoir affirmé qu'un simple déplacement d'une majorité parlementaire était susceptible de redresser une économie ébranlée par cinq années de guerre et près de vingt années de paix superficielle.

Voilà la vérité. Et la comédie continue. Combien de temps cela va-t-il durer?

Après le coup d'Etat d'octobre 1917, en Russie, Gorki écrivait: «On est en train de faire l'histoire de la trahison».

Le « Temps du mépris » (suite)

Je viens de lire — dans l'Humanité du 20 mars — un appel intitulé «Exemple d'Union». Devant la menace qui pèse sur notre pays et sur l'avenir de la culture française, les écrivains soussignés regrettant que l'union des français ne soit pas tout accompli décident de faire taire tout esprit de querelle et d'offrir à la nation l'exemple de leur fraternité. Et c'est signé: Aragon, Georges Bernanos, André Chamson, Collette, Lucien Descaves, Louis Gillet, Jean Guehenno, André Malraux, Jacques Maritain, Mauriac, Romans, Montherlant, etc...

Pour ma part je suis un peu étonné — de voir la signature de Malraux à côté de celle de Bernanos. D'autant plus étonné que le fougueux écrivain qui a fait la «Condition Humaine» et «Espoir» a écrit un jour de sincérité absolue la phrase suivante: «un intellectuel explique pourquoi et comment les choses sont ainsi».

J'étais à Palma-de-Majorque lors de l'insurrection fasciste de juillet 1936. Là-bas c'était le général Godeu qui opérait, celui que nos amis de Barcelone ont justement fusillé un peu après, à Montjuich. Or, dans les rues de Palma et de Terreno (la banlieue habitée par les touristes) on ne voyait que le Bernanos et son fils roulant en moto, le bras ceint du brassard de la Phalange espagnole, paradant au milieu des criminels qui criaient «Harriba Franco!» Si j'en crois «l'Espoir», à ce même moment A. Malraux, sur un avion mal équipé, risquait sa vie pour nos camarades d'Espagne.

Depuis M. Georges Bernanos est sans doute revenu sur le continent, mais il n'a rien écrit encore en faveur des martyrs de Palma abattus dans les fossés de la forteresse. Cela vaut mieux et cela ne l'empêche pas de collaborer avec le Malraux — qui s'y connaît pourtant sur le «Temps du Mépris». En tout cas une si touchante union

plus, les anarcho-syndicalistes et les anarchistes sont seuls, bien seuls, à opposer à la guerre un refus massif et sans restriction. Nous orions aux fauteurs de guerre notre mépris et notre dégoût et nous leur répondons: «pas un sou, pas un homme pour vos immondes boucheries!»

Aux prolétaires de France et de tous les pays, nous clamons: «Les pauvres n'ont pas de patrie, puisque partout ils sont voués à la servitude et à l'indigence. Ils n'ont rien à défendre puisque rien ne leur appartient».

«Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. Unissez-vous contre la classe qui vous opprime et vous exploite».

Cette guerre — guerre de classes, guerre sociale — est la seule que vous deviez faire.

«A cette guerre, rien qu'à celle-là, donnez-vous tout entiers!»

Voilà ce que j'aurais dit.

SEBASTIEN FAURE.

de faire sur le prolétariat russe une expérience qu'il paiera de son sang, de sa vie, et ce qui est plus d'illusion durable envers l'idéal socialiste.

Dans un autre ordre, cette expérience est en train de la répéter, de nouveau, sur le prolétariat français. Il faut que cela cesse avant qu'il soit trop tard.

Si le Front populaire n'était à son origine qu'une comédie destinée à masquer les appétits d'une caste gouvernementale; s'il n'était qu'un paravent derrière lequel on entendait préparer une insurrection inspirée d'espérances dictatoriales; si chacun, en signant le pacte d'union, n'avait d'autre pensée que de violer au plus tôt les engagements souscrits, alors nous comprenons la manœuvre consistant à faire admettre à l'électorat la possibilité d'agglomérer des corps aussi étrangers l'un à l'autre que l'eau et le feu.

Mais si vraiment, et en toute loyauté, des représentants avertis des diverses fractions politiques et sociales ont cru pouvoir cristalliser dans un Front populaire parlementaire les desiderata légitimes du peuple; s'ils ont pensé qu'un parlementarisme désuet, soumis à des contingences extérieures, pourrait être une fin et satisfaire aux revendications de la classe ouvrière manuelle ou intellectuelle, alors nous sommes fixés maintenant; ils doivent l'être aussi, nos «représentants qualifiés» et l'honnêteté la plus élémentaire leur dicte leur devoir: partir.

Blum, il faut partir. Il faut partir, parce que la classe ouvrière, conduite par des mauvais bergers, vous reprochera demain votre échec. Aujourd'hui, elle peut encore se ressaisir, demain elle ne le pourra plus.

Il faut partir si vous ne voulez pas que le peuple aille se jeter, dégoûté et meurtri, dans les bras d'un Mussolini ou d'un Staline, et subisse le joug de la dictature la plus monstrueuse et la plus imbécile.

Il faut partir si vous ne voulez pas que fleurisse dans ce pays l'antisémitisme le plus abject et le plus lâche.

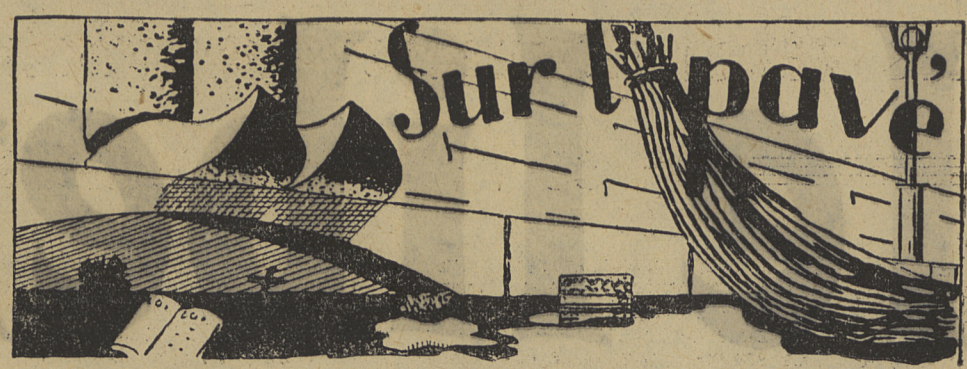
Il faut partir si vous ne voulez pas trahir, car vous ne pouvez plus gouverner qu'en trahissant ceux qui ont placé en vous toutes leurs espérances.

Il faut partir si vous ne voulez pas que l'on vous appelle «Blum-la-Guerre». Hier, déjà, votre ministre de l'Intérieur a interdit un meeting pour la Paix. Quelle pitié!

Une dernière fois, du haut de cette tribune où vous les dominez, jetez un regard circulaire sur les pitres qui vous entourent, lancez-leur avec mépris les mots historiques que prononça Disraeli aux Communes: «J'appartiens à la canaille du Parlement.» Et partez!

Le peuple vous accueillera et, aux heures douloureuses, il fait plus chaud près du peuple.

J. CHAZOFF.



PROPOS D'UN PARIA

UN REFERENDUM

On a pu constater, en cette époque troublée où toutes les catastrophes peuvent s'abattre sur le pauvre monde, que certains vieillards manifestent une activité vraiment extraordinaire.

C'est ainsi que M. Lloyd George, qui a pourtant sa part des responsabilités dans le gâchis actuel, vient de rendre visite à nos hommes d'Etat — si je puis ainsi dire — dans le but évident de les gagner à ses vues sur la meilleure façon d'utiliser le peuple français à la défense des intérêts anglais.

Et c'est sans doute pour mieux se faire comprendre qu'il apportait avec lui deux immenses cartes de l'Europe sur lesquelles je suppose qu'il a tracé les nouvelles frontières qu'il se propose d'assigner aux nations du vieux continent.

Nos «hommes d'Etat», s'ils n'avaient perdu totalement la mémoire, auraient dû mettre poliment à la porte le «vieux Gallois» en lui déclarant qu'il suffisait d'un traité de Versailles et qu'il y avait entre chose à faire que de planter au petit bonheur des poteaux-frontières que la moindre bourrasque peut déplaquer.

Mais nos gouvernants semblent résolus à défendre jusqu'au dernier homme ce qui reste encore des frontières établies si malencontreusement en 1919.

Il s'agit d'ailleurs soutenus dans cette façon d'encenser le massacre des hommes valides — et des autres — de notre beau pays par tous ceux qui, hier encore, se proclamaient les plus farouches révolutionnaires et internationalistes.

Je parle des chefs, depuis le «Fils du peuple» jusqu'aux chefs de rayon et de cellules, parce que, en ce qui concerne la masse... on ne sait jamais!

Et, à propos justement de ce que peut penser la grande masse des hommes de ce pays, je retiens la proposition reprise au député Abram par des journalistes, de faire précéder la déclaration de guerre d'une consultation électorale.

Pour que cette consultation ait un sens, seuls participeraient au vote ceux qui sont susceptibles d'être mobilisés ailleurs qu'à la Chambre, au Sénat, voire dans les ministères et autres embuscades et même dans les usines.

On ne doute pas du résultat. Il est infiniment probable que, si les valets-en-guerre de tous âges se voyaient réduits à mettre eux-mêmes les mains à l'ouvrage, c'est-à-dire les pieds dans la boue des tranchées, ils auraient vite mis une sourdine à leurs vociférations «patriotiques».

C'est pourquoi il n'y a aucune chance qu'un tel référendum soit organisé, du moins officiellement.

Mais on pourrait peut-être le tenter, à titre d'indication... et pour voir comment les mauvais bergers s'y prendraient pour en fausser le résultat.

Larue-Michel.

LES ELEMENTS INCONTROLABLES!



Le Populaire du 17 mars publie une dépêche Havas de Moscou d'après laquelle un nouveau procès en trahison est en préparation contre des généraux, des anciens commissaires du peuple et des diplomates, tous emprisonnés, dont il cite les nombreux noms. Parmi ces derniers figurent les fameux Rosenberg, ex-ambassadeur en Espagne et Antonov Ovseenko, ancien consul général à Barcelone (36-37).

On se rappelle les événements de mai à Barcelone où sur l'ordre de cet Ovseenko et de ses sous-ordres Salas et Aiguade, la Tcheka voulut désarmer les anarchistes et attaqua la Telefonica administrée par la C.N.T.-F.A.I., obligeant nos camarades à une riposte violente causant des centaines de morts. A cette époque l'Huma traita nos camarades anarchistes, d'agents de Franco, d'éléments «incontrolables», d'éléments de la 5^e colonne. Le responsable aujourd'hui est emprisonné en U.R.S.S. comme traître. Où est la 5^e colonne, où sont les «incontrolables»?

LA DERNIERE VICTIME DU PROCES DE MOSCOU



A part les fusillés à Moscou, le dernier procès a fait une victime de marque dans les milieux du communisme alimentaire.

Charles Rappoport, le «théoricien» marxiste bien connu, a donné sa démission du Parti des masses et du poste de correspondant des Izvestia à Paris. C'est un chômeur de plus!

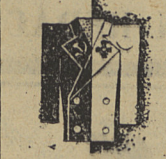
Après avoir approuvé les déviations innombrables du bolchevisme, l'extermination des révolutionnaires en Russie le voilà parti sous prétexte que le meilleur théoricien marxiste (Boukharine) allait être fusillé!

Faut-il que le Parti communiste soit tombé bien bas pour dégoûter un Rappoport...

Espérons que Staline trouvera le plumeau qui continuera le bourrage de crâne des masses soviétiques.

Il le fera, évidemment, avec moins d'esprit!

PARTI COMMUNISTE (sic)



Du temps héroïque où le parti de MM. Duclos, Cachin et Cie était vigoureusement antinational, il s'appelait parti communiste S.F.I.C. (section française de l'internationale communiste).

Maintenant qu'il ne manque pas une occasion de se déclarer prêt à voler au secours de la mère Patrie, il se nomme parti communiste français.

Tout récemment les disciples du fils du peuple n'ont pas été étonnés de voir sur les murs de France des affiches portant comme en-tête ces mots d'une ironie gênante: «Parti communiste français (S.I.C.).»

Comment? Qu'est-ce à dire? se demandait le lecteur.

Rassurons-les: Ces trois lettres signifient simplement (section de l'internationale communiste).

Pour éviter une répétition le P.C.F. vient de trouver en ces temps de communisme (sic) une formule amusante et jolie.

AUTOUR DU FRONT



Tous les députés, tous les politiciens, tous les chefs de quelque chose ou de rien du tout veulent l'union de la nation.

M. Blum la veut sans M. Flandin, ni M. de la Rocque, ni M. Pozzo di Borgo. M. Flandin la veut sans M. Thorez, ni M. Blum. M. Thorez la veut sans le général Duseigneur et M. Jean-Charles Legrand, chef du «Front de la Jeunesse» qu'il a constitué avec d'anciens sénateurs, la veut autour de son intéressante personne.

Pour y parvenir M. J.-C. Legrand a lancé une formule: Front français. Sans prétendre distraire un instant M. J.-C. L... de ses préoccupations patriotiques, nous nous permettons de lui signaler qu'il jardine quelque peu dans les plates-bandes bolcheviques.

Il y a déjà longtemps que M. Thorez a lancé l'idée d'un vaste rassemblement français et que les vendeurs de l'Huma sont habitués à crier: «demandez l'Humanité, le grand journal du Front français».

De deux choses l'une: ou M. J.-Charles Legrand est de même avec M. Thorez ou ce dernier ne tardera pas à revendiquer la paternité et l'exclusivité de l'exploitation du «Front français».

DES CAGOUILLARDS A TRONCOSO EN PASSANT PAR CUSINBERGHE



Le brave commandant Troncoso, soudard à la solde de Franco, vient d'être condamné à six mois de prison. C'est encore beaucoup trop pour un grand personnage qui bénéficie de l'amitié et de l'appui de l'ambassadeur de France en Espagne et d'un tas d'autres «personnalités haut placées».

Cusinberghe, lui, a été acquitté et il avait tué un de ses ouvriers.

Troncoso lui n'avait tué personne qu'on ne sache (en France tout au moins) et on lui colle six mois de tôle.

Qu'avait-il fait? A la tête d'une poignée de gangsters, nobles échantillons des troupes franquistes, il avait tenté de voler un bateau gouvernemental, avec la complicité de son commandant.

L'équipage n'a pas marché. D'un coup de feu qui tua un des agresseurs, un matelot mit la troupe en déroute.

M. Troncoso va être libéré.

Il ne reste plus qu'à condamner sévèrement le marin antifasciste.

AU GARDE A VOUS DEVANT LE COMMANDANT



Les complices de Troncoso ont subi le même sort que lui. Ah! mais... la justice du front populaire ne plaisante pas. Six mois, pas un jour de moins.

Bien entendu quelques sévères que soient les sanctions, l'humanité et la compréhension n'y perdent pas leurs droits.

Ainsi, l'officier français de réserve Chaix a été purement et simplement acquitté. Il paraît qu'il suivait l'expédition en reporter.

Si, au moment de l'attentat il braquait son revolver sur les marins qui ne se refusaient à servir Franco, c'était uniquement pour donner le change.

Et puis M. Chaix est P.S.F. Et ce titre sous le front populaire donne droit à certains égards.

D'autre part ce brillant officier a un nom qui fait rêver. Chaix n'est-il pas le nom d'un célèbre indicateur?

Monsieur Dubalal.

HENRY POULAILLE
Les Damnés de la Terre
«Une épopée de la vie ouvrière»
Un fort volume: 18 fr.
En vente au «Libertaire»

Les révolutionnaires espagnols ne se rendront jamais

La violence de l'offensive italo-allemande sur le front d'Aragon est contenue. Depuis quelques jours, elle piétine malgré les armements les plus modernes que la guerre ait inventés. Nous sommes inquiets cependant et nous ne cessons de penser pourvu que nos camarades triomphent. Serait-il possible qu'après tant de sacrifices, qu'après avoir fait un tel pas en avant dans le domaine de la révolution constructive, tout soit perdu demain, que ces foyers de travail que sont maintenant les fabriques et usines sous la direction des syndicats, ces paysans qui ont supprimé l'ignoble « cacique » voient leur belle œuvre détruite ? Nous ne pouvons ni ne voulons y croire.

Faisons aujourd'hui une semblable hypothèse. La Catalogne, Valence, Madrid, doivent céder sous la force. Mussolini, Hitler et Franco sont vainqueurs. Le monde anglo-saxon assiste à cette effroyable agonie. Les politiciens d'abord et beaucoup d'autres Espagnols de premier plan passent en France. Mais la masse reste, celle qui ne veut partir sous aucun prétexte. Les exécuteurs arrivent. Nous, Français, nous pensons qu'il va se passer dans la péninsule ibérique ce que nous connaissons du triomphe hitlérien en Allemagne, du triomphe fasciste en Italie, un simulacre de résistance et la soumission absolue. Nous ne disons pas de la soumission du prolétariat autrichien, car il résiste sans espoir depuis huit jours... malgré l'étonnant silence de presque toute la presse française.

Jamais le peuple espagnol ne se soumettra. Ceux qui le croient sont fous ou connaissent bien peu l'Espagne et son histoire. Ils ignorent, surtout la foi absolue et l'immense esprit de sacrifice du prolétariat et de tout le peuple ibérique.

Napoléon occupe pendant cinq ans l'Espagne avec trois cent mille hommes. A l'époque ce chiffre était énorme, écrasant. Malgré la splendide résistance de Saragosse, la capitale aragonaise doit se rendre après huit mois de siège. Les soldats peuvent alors se livrer à leurs pillages. A Madrid, le 2 mai 1808 le peuple résiste admirablement. Les « héros » du grand homme collent au mur et fusillent sans pitié ce peuple qui veut rester libre. Maintes fois, en visitant le musée du Prado, je restais profondément ému devant ce magnifique tableau de Goya intitulé *El dos de Mayo*. L'on voit un groupe de prisonniers civils au mur et l'un d'eux, les bras écartés, le visage d'un pathétique indéchiffrable, sa chemise blanche déchirée faisant tache au premier plan face à un groupe de voltigeurs dans l'attitude du peloton d'exécution. Goya a donné sa signification à la campagne d'Espagne par ce tableau : des assassins sans nombre. Tous ceux qui visitent le Prado s'arrêtent longtemps devant un tel chef-d'œuvre. Eh bien ! Napoléon malgré toute sa puissance dut partir. Son armée d'occupation fut décimée quotidiennement. Le peuple espagnol réagit en silence pendant cinq ans et jamais ne se donna pour vaincu. Des milliers de soldats moururent « liquidés en douceur ». Hommes, femmes et enfants s'attachèrent à vaincre ainsi. Le grand conquérant comprit alors, recevant la sa première leçon.

L'Espagne sous un gouvernement Franco et avec, au fond, une direction italo-allemande, agira de même. Elle serait absolument ingouvernable. Les routes, les voies ferrées seraient constamment coupées par ces centaines de milliers de révolutionnaires répartis dans tout le pays. Le téléphone aussi, comme en 1931 lors de la grève qui dura plusieurs mois. Les attaques à main armée contre les troupes d'occupation auraient lieu par dizaines chaque jour. Quand on pense que des mineurs de Rio Tinto

tiennent le coup dans les montagnes de la province de Huelva depuis vingt mois, et ceux des Asturies de même ! Cette méthode serait alors générale. La situation économique de l'Espagne tomberait à zéro malgré les techniciens étrangers. La résistance passive de la population aiderait en sous-mains ces révolutionnaires. Toutes les méthodes de sabotage seraient mises en action pour expulser le fascisme d'Espagne. Il y perdrait ses meilleurs hommes peu à peu. Le profit substantiel de sa conquête deviendrait nul par les explosions mystérieuses anéantissant toute richesse. L'Espagne tomberait très bas et la misère s'abattrait de plus en plus sur ce peuple, qui en a déjà tant vu ne ferait qu'alimenter un soulèvement général.

Je suis absolument persuadé que cette race mal connue en général est incapable de se rendre. Je dis mal connue, car cet heureux pays dont on n'entendait guère parler dans le « concert européen » fit croire à beaucoup de personnes qu'il n'existait plus en tant que peuple énergique.

Quelle erreur, et quelle belle leçon il nous donne.

Toute la riche Catalogne, les mines du pays basque, les mines de mercure d'Almadén deviendraient la proie du capitalisme international. Oui, mais le sabotage serait la grande riposte. Les gouverneurs de province nommés par le fascisme seraient exécutés quelque jour ainsi que les prélats complices de cet asservissement.

La race espagnole est la plus variée qui soit, la plus résistante aussi. Je me rappelle avoir vu durant les années passées à voyager à travers l'Espagne, certains types d'hommes splendides dans les campagnes. Ce sont des durs. Indisciplinés d'instinct, anarchistes né, l'Espagnol est accueillant et généreux, mais il redevenait le « guerrillero » aux coups d'audace incroyables le jour où les circonstances et la misère l'y obligent.

Que l'on ne s'y trompe pas. Franco ne s'appuie que sur l'Allemagne et l'Italie. La plupart des Espagnols qui l'ont suivi au début du mouvement ont compris la conquête dont l'Espagne est l'objet actuellement. Beaucoup même, les phalangistes surtout, sont en prison et disent que Franco est un traître.

Le peuple, lui, supporte sa misère et se voit assassiné. Ses fils meurent en luttant sans trêve. Et malgré tout la structure des syndicats est renforcée chaque jour, ils ne se préparent aucunement à capituler. Ils se méfient des politiciens. Si demain ceux-ci flanchaient — ils ne l'ont déjà que trop fait — le peuple espagnol saurait se passer d'eux. Il le sait déjà d'ailleurs.

Ne perdons aucunement notre confiance, agissons de notre côté à fond pour aider nos camarades. Il nous faut croire en leur victoire, puisqu'eux, là-bas, ont conservé tout leur courage et leur grande valeur révolutionnaire.

MAURICE GERMAIN.

VIENT DE PARAITRE :

Dans la Tourmente UN AN DE GUERRE EN ESPAGNE

C'est un récit complet des événements auxquels participèrent les forces révolutionnaires de la C.N.T. et de la F.A.I., depuis le 19 juillet.

Un volume de 320 pages, couverture illustrée, 12 francs. Franco, 12 fr. 80.

En vente au libraire 9, rue de Bondy.

Un manifeste de la F.A.I.

LUTTE TRAVAIL UNITÉ ANTIFASCISTE

Les criminels instruments de Hitler et Mussolini prétendent nous soumettre par la terreur. L'avance de ses hordes arrêtée en Aragon par l'héroïque action des combattants de notre armée populaire, ils essaient de détruire l'esprit de lutte et de résistance de notre arrière, en attaquant brutalement la population civile, semant la désolation et la mort dans les villes et les villages, assassinant froidement les femmes et les enfants.

Au moyen de ces procédés barbares que la ploutocratie internationale tolère et encourage, ils tentent de soumettre un peuple libre, ils veulent nous imposer un esclavage abject, mille fois pire que la mort elle-même.

Ils ne réussiront pas. Le prolétariat, tout le peuple antifasciste d'Espagne n'est pas disposé à se rendre par la terreur, le crime et la barbarie. Nous ne voulons pas être, nous ne serons jamais les sujets mécanisés de Hitler, de Mussolini, ni des traîtres qui sont à leur service. Nous voulons être les maîtres de notre propre destin, organiser la vie politique, sociale et économique de notre pays sur les plus larges bases de liberté et de justice.

A cette fin nous luttons et lutterons jusqu'au bout, jusqu'à la victoire.

A la barbarie redoublée des envahisseurs, opposons notre ferme décision de résister et de vaincre. Ceux qui dans ces moments abandonnent le travail, qui refusent la lutte, sont des traîtres à la cause sacrée de la liberté.

Les traîtres, les ennemis du peuple, sont aussi tous ceux qui spéculent sur le sacrifice commun ; ceux qui tentent d'obtenir un profit propre de la grande tragédie que vit le peuple espagnol.

Le moment est venu de mettre en jeu toutes les forces de l'Espagne antifasciste, pour les lancer contre l'ennemi et démanteler tous ses plans criminels.

Au moment suprême de l'action et du devoir, pour tous les antifascistes, résister pour triompher doit être la consigne du moment.

Aujourd'hui plus que jamais, l'Unité d'action est nécessaire, la collaboration loyale et responsable entre tous les secteurs antifascistes, la confiance profonde dans l'action révolutionnaire populaire, qui vainquit le 19 juillet les traîtres et maintient une guerre formidable face aux puissances totalitaires les plus exécrables d'Europe.

Le pacte d'Unité d'Action récemment élaboré entre les deux grandes centrales syndicales C.N.T. et U.G.T. nous offre une base ferme d'action immédiate. L'activité de tous les partis doit être concentrée sur lui ; il faut mobiliser toutes les forces du peuple pour :

Renforcer par tous les moyens l'armée du peuple ;

Intensifier la construction de fortifications et refuges ;

Accélérer le rythme de la production et spécialement dans les industries de guerre ;

Ecraser inexorablement les embusqués de la 5^e colonne.

Mobiliser tous les habitants de l'Espagne loyale pour la guerre ou pour la production à la cause du peuple.

Insuffler à la production un tonique de victoire.

Contre les hésitants, les timorés et les traîtres.

LE COMITÉ PENINSULAIRE DE LA F. A. I.

Benicarlo confédéral et collectiviste

Nous visitons Benicarlo, face à la mer, dans la région de Maestrazgo, entouré d'une splendeur verdoyante. Il semble que le peuple cherchât sa raison d'existence dans le travail ordonné et fécond. Activité dans les vergers et dans la ville. Le travail, désormais, a un sens qui se traduit par la réalité des collectivités. Nous voyons les femmes inclinées sur leur travail ; elles se relèvent un instant pour saluer et leurs visages resplendent de santé et de sérénité. Plus que toute autre chose, elles expriment la nouvelle signification de la vie sociale dans la campagne espagnole. La possession de la terre donne aux paysans un air de dignité qu'il eût été impossible de rencontrer sous l'esclavage du travail en régime bourgeois. Ces femmes ont remplacé leurs hommes partis au front.

Benicarlo est le centre de la région de Maestrazgo. La Federación Comarcal de sindicatos unicos comprend quarante-sept villages organisés avec vingt-deux collectivités paysannes et quinze en projet. Le développement de la C.N.T. dans cette région est notable surtout dans le haut Maestrazgo isolé du courant du progrès matériel et social et la proie de l'obscurantisme. Villages sans lumière, sans écoles, sans moyens de communications, abandonnés à leurs propres forces dans la montagne ; ils se secouent maintenant de leur léthargie et s'incorporent au courant général de rénovation qui secoue toute l'Espagne révolutionnaire.

La Comarcal C.N.T. comprend onze mille adhérents dans les quarante-sept villages. Sa force augmente de jour en jour.

L'avidité d'apprendre qui se manifeste dans ces villages est quelque chose de surprenant et donnera vite une physionomie toute nouvelle à ceux-ci.

LA FEDERATION LOCALE ET LES COLLECTIVITES

La C.N.T. compte à Benicarlo 1800 membres répartis en une fédération locale de cinq syndicats :

Alimentation, paysans et pêche.
Métiers divers.
Produits chimiques.
Bâtiment, construction et décoration.
Métallurgie.

Un conseil municipal la C.N.T. est représentée par quatre camarades. L'U.G.T. en a quatre autres puis deux de la F.A.I., deux du parti socialiste et deux de la gauche républicaine. La C.N.T. existe à Benicarlo depuis 1931, mais déjà la F.A.I. et les Jeunes Libertaires avaient leurs mouvements propres avec leurs groupements culturels anarchistes. Toute la vie de la ville a été collectivisée par l'U.G.T. et la C.N.T. Dans certains cas, les deux centrales syndicales administrèrent en commun les collectivités ; dans d'autres elles sont séparées.

La C.N.T. a monté aussi un salon de coiffure collectivisé dans lequel travaillent douze camarades.

Le Syndicat d'Industries Chimiques a collectivisé la fabrique de lessive.

La collectivité la plus importante de type industriel est celle des conserves, dont les membres appartiennent à la C.N.T. et à l'U.G.T. Elle fait toutes sortes de conserves de légumes avec la production de la région. Elle occupe deux cents ouvriers et travaille actuellement pour l'intendance militaire, et à plein rendement.

De la C.N.T. fonctionne aussi une fabrique de bonnettes avec trente camarades. Sur le chapitre de la pêche, la C.N.T. contrôle quatre cents pêcheurs collectivisés ;

mais elle travaille peu car elle souffre directement de la guerre ; la première difficulté est le manque d'essence pour les bateaux. Enfin, une fabrique de savon est également collectivisée.

DANS LES CHAMPS

La radicale transformation de Benicarlo se note surtout dans les champs. Il existe deux collectivités, l'une de la C.N.T. et l'autre de l'U.G.T. En compagnie de son président Ramon Ballester, nous visitons la première ; il nous explique que l'on cultive le caroubier, la vigne, l'olivier, les pommes de terre, les choux, haricots et divers autres produits maraichers. La principale richesse est la production de pommes de terre.

La collectivité est composée de quatre-vingt dix familles avec un total de cinq cents salaires. Quarante des travailleurs ayant été appelés au front ont été remplacés par des femmes. La production est parfaite et pas un mètre de terrain n'est laissé sans culture.

Une porcherie avec cinquante-sept bêtes est installée dans de parfaites conditions ; soixante-dix agneaux, cinq vaches et un taureau complet ce début d'élevage.

Quand se fonda cette collectivité, chacun des vingt-cinq affiliés apporta deux poules et deux lapins de son choix. Aujourd'hui, il n'est plus nécessaire d'apporter des bêtes pour entrer dans la collectivité. Un an d'efforts déjà. Les collectivités de Benicarlo ne se sont pas fixées d'heures de travail ; ils font ce qu'il faut afin de faire rendre à l'entreprise le maximum. Le salaire est de dix pesetas. Mais à part cette somme, l'on répartit au prix de revient, entre les membres de la collectivité, tout ce que celle-ci produit. Le surplus est vendu à la Fédération provinciale des paysans de la C.N.T. et au ministère de la Défense nationale ; en 1937, il fut récolté :

140.000 kilos de pommes de terre.

20.000 — de blé.

30.000 — de maïs.

5.000 — d'orge.

4.000 — d'huile.

7.000 — d'amandes.

9.000 — d'oranges.

2.500 litres de vin.

Plus de 300.000 kilos de légumes de culture maraichère en général.

La collectivité commença à travailler avec cinq paires de bœufs, elle en possède onze aujourd'hui. Dans la même proportion le matériel de labour et de travail en général a augmenté.

QUELQUES CHIFFRES

En août 1937, sept mois après avoir constitué la collectivité, l'on procéda à un inventaire général. L'actif en caisse se montait à 178.817 pesetas. Aucun arriéré. En janvier 1938, c'est-à-dire cinq mois après, l'actif s'élevait à 273.955 pesetas et le passif à 50.000. En cinq mois la collectivité avait donc augmenté sa richesse de 44.143 pesetas.

Voilà un nouvel exemple de ce que nos camarades espagnols ont créé sans intervention aucune de la part du gouvernement, par leur propre initiative et celle de leurs syndicats. N'est-ce pas une nouvelle preuve de la force de l'initiative privée quand elle n'est pas entravée par « l'initiative gouvernementale » ?

(Fragua social, 8 mars.)

L'Etat et la révolution

Rappelez-vous en bien : il faut socialiser la répartition. Ce n'est que par elle que nous pourrions nous emparer intégralement de la production et en finir avec le parasitisme.

Travailleurs, vous avez raison, quand vous prenez l'usine. Au lendemain d'une révolution ce seront vos comités d'usine, composés de vos délégués et de techniciens, qui la dirigeront. Vous et pas d'autres, si vous ne voulez pas être victimes des anciens et des nouveaux exploités.

Mais il faut coordonner la production, les échanges, les moyens de transports, etc. Et pour cela, insisteront nos théoriciens « scientifiques », l'Etat est nécessaire.

Ils le disent déjà. Et voyez-vous comme, inconsciemment, ils ont été entraînés sur la pente fatale où mènent leurs principes.

Ils nous font donc entrevoir l'Etat à perpétuité, après avoir affirmé qu'il serait transitoire. La science a été bouleversée, et ce n'a pas été par M. Düring.

Quand nous déclarons que nous ne voulons pas d'Etat pour faire la révolution, ni dans nos mains, ni dans les mains des autres, cela ne provient pas d'une ignorance de la valeur de cet organisme dans une période de transformation sociale.

J'ai tâché de démontrer que les forces armées défenseurs du capitalisme, une fois vaincues, le capitalisme tombe, puisqu'il n'a plus de soutien. Toute notre tâche consiste ensuite à prendre la vie économique et à savoir l'organiser.

La conception étatiste de la révolution s'explique seulement quand ceux qui font cette révolution prétendent instaurer un régime où les classes plus ou moins modifiées subsisteront.

Quand la bourgeoisie française organise, de 1789 à 1793, un Etat, elle ne le fait pas seulement par les besoins de la lutte révolutionnaire, quoique ceux-ci y aient contribué. Elle le fait avant tout parce que telle est sa conception de la Société, parce qu'elle a besoin de cet instrument de domination pour l'avoir. Elle veut exploiter la classe pauvre et

la tenir en laisse. Même sans lutte violente contre la féodalité, elle aurait organisé l'Etat.

Pour toutes les révolutions poursuivant la subsistance des divisions sociales, le pouvoir politique dominant toute la société est parfaitement justifié.

Mais nous ne continuons pas, comme l'ont fait Marx, Engels et Lénine, la tradition des révolutions précédentes. Le but étant différent, les moyens doivent être aussi différents. Une révolution qui veut supprimer les classes ne doit pas employer les mêmes méthodes qu'une révolution qui prétend les maintenir.

En fin de compte, les mesures qu'un pouvoir politique prendrait pour faire disparaître les privilèges, consisteraient à retirer l'administration de leurs biens aux privilégiés. Et puisque cela est parfaitement possible sans la constitution de l'Etat, par la seule force des travailleurs, il n'est pas nécessaire de créer tout ce vaste organisme pour les appliquer. Car c'est avant tout dans cet organisme, et à son ombre, que les ennemis du peuple pourront se cacher.

Une autre circonstance qui explique la naissance de l'Etat est précisément la volonté de domination des partis politiques révolutionnaires. Ces partis, et c'est le cas des léninistes, des trotskystes et des stalinistes, ne renoncent pas à gouverner la révolution. Mais chacun se trouve devant ses concurrents qui, dans toutes les villes, dans toutes les régions, prétendent faire comme lui. Il faut donc s'imposer par la force (1). Et pour s'imposer, il faut constituer un organisme politique, qui est l'Etat.

Cet Etat n'aura pas seulement pour but de combattre et de détruire les autres partis qui aspirent au Pouvoir. Il doit aussi combattre les ennemis du Pouvoir, tous les hommes, toutes les organisations économiques et prolétariennes qui ne veulent pas se soumettre à

(1) Ce fut le cas de l'élimination des socialistes révolutionnaires de gauche par les communistes russes.

la dictature de ceux qui ont l'audace de s'imposer.

Dans de telles conditions, nous ne pouvons pas nier que l'Etat soit une arme et décide le triomphe de celui qui le détient. Mais il faut reconnaître qu'il n'est pas une nécessité inéluctable de la révolution dont le but est de supprimer les classes, sinon des tentatives de domination d'une des forces révolutionnaires.

La position des anarchistes est donc juste. Nous ne voulons pas laisser se constituer d'Etat, c'est-à-dire d'organisme d'imposition aux mains d'une minorité révolutionnaire contre d'autres fractions révolutionnaires, originellement économiques ou politiques. Le peuple, qui fait les révolutions, qui a des organisations économiques, qui serait armé par son triomphe même, n'a pas besoin d'une superstructure politique pour le défendre. Il est en lui-même sa force politique. Toute délégation de cette force dans les mains d'une minorité même issue de son sein, est un renoncement à sa liberté, équivaut à se livrer au caprice de cette force.

Pas de reconstruction de l'Etat ! Les travailleurs trouveront bien, avec leurs syndicats, leurs coopératives, leurs communes, leurs collectivités agraires (si rapidement organisées en Espagne par un peuple cependant inculte) et autres organisations, la structure de la société nouvelle.

Engels, qui maniait facilement de grosiers sophismes, et embrouillait habilement les problèmes, écrivait en nous critiquant : « Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit, un acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie à l'aide de baïonnettes, de fusils, de canons, moyens autoritaires s'il en fut, et le parti qui a triomphé doit maintenir son autorité par la crainte que ses armes inspirent aux réactionnaires. »

Le parti qui a triomphé. Retenons bien le mot. Il ne s'agit pas du peuple ni de la partie révolutionnaire de la population. En réalité, les marxistes ont toujours considéré qu'ils avaient à s'imposer aux réactionnaires et au peuple lui-même. Leur dictature du prolétariat est la dictature des ouvriers industriels (les petits paysans et les salariés des champs ne font pas, selon eux, partie du prolétariat), exercée par l'avant-garde consciente de ce prolétariat (il est donc inconscient) qui est le Parti communiste. Mais nous savons que par l'organisation hiérarchique de ce parti, c'est le Comité central qui domine, et

en fin de compte, dans ce Comité central, quelques hommes (le « petit bureau » en Russie, puis un homme : Lénine d'abord, Staline ensuite).

L'imposture de la dictature du prolétariat est la même partout, quelles que soient les branches marxistes qui la dirigent. La psychose autoritaire est au fond plus puissante que toutes les raisons révolutionnaires.

Engels confond volontairement les faits. « Une révolution, dit-il, est un acte autoritaire. » Cette affirmation est discutable. Quand la violence lutte contre l'imposition, quand elle libère, elle n'est pas autoritaire. L'esclavage qui brise ses chaînes ne commet pas un acte d'autorité. Un peuple qui secoue le joug fait un acte de liberté. La violence est autoritaire quand elle impose un régime, un mode d'existence dont celui qui le subit est victime au profit ou pour le plaisir des autres. Elle est autoritaire parce qu'elle est volontaire et soumet un ou plusieurs hommes, une collectivité, un peuple, à d'autres hommes. On ne peut qualifier également Spartacus et Néron.

Engels fait encore un jeu de mots sur la liberté et sur l'autorité. Nous pourrions, à la rigueur, renoncer à discuter l'interprétation philosophique du fait d'un peuple s'imposant par la force — il repousse la contrainte, mais ne l'exerce pas — voir le fait en lui-même et être d'accord sur son utilité : cela seul devrait importer. Mais derrière cette confusion, Engels poursuit un autre but. Celui de nous faire admettre l'autorité du parti gouvernant sur la révolution.

Or, nous admettons la violence, et nous l'avons recommandée plus que quiconque (les marxistes nous l'ont assez reproché... en se basant sur des textes de leurs maîtres) contre la bourgeoisie. En termes engueulés, nous pourrions dire que nous admettons l'autorité de la révolution contre le capitalisme et ses défenseurs, mais nous n'admettons pas la violence, l'autorité d'une partie de la révolution sur la révolution.

C'est cette confusion, défendue par un sophisme, qu'il faut démasquer.

Quand par pouvoir politique de la classe ouvrière, on entend la force révolutionnaire du peuple en armes, nous acceptons. Il y a eu des tentatives politiques, l'écrasement de la force armée du capitalisme est un fait que l'on peut qualifier de politique — il est aussi bien social — mais de la démonstration de la nécessité de ce fait politique, que nous avons préconisé sans défaillance contre cin-

quante ans de marxisme réformiste, à vouloir nous faire accepter la constitution d'un Etat, il y a loin.

Supposons les deux tiers de la France en révolution. Cette révolution lutte contre un tiers du pays. Naturellement, nous employons la force. Mais faut-il en déduire que ces deux tiers doivent être militarisés comme les armées du front ? La technique de l'organisation et de la lutte militaire doit-elle s'imposer à toute la vie civile de l'arrière ? Non. La défense externe n'est pas l'organisation interne. Ne confondons pas ces deux ordres de faits.

Cette lutte armée peut être considérée comme un fait politique — ou social, il faut insister. Mais même dans ce cas, cela n'a rien à voir avec la domination étatiste sur toute la vie civile, sur toutes les activités de la nation. La guerre au dehors ne doit pas être un prétexte pour justifier la domination permanente au dedans.

Et je dis que l'armée n'est pas encore l'Etat, car, ne l'oublions jamais, l'Etat marxiste est totalitaire comme l'Etat fasciste. Il commande et dirige tout : production, consommation, instruction, presse, théâtre, etc. C'est-à-dire : producteurs, consommateurs, élèves et professeurs, lecteurs, auditeurs, etc. Pas une seule activité n'échappe à sa censure, à sa direction, à son autorité, sous peine de châtiment.

Quels rapports cela a-t-il avec la lutte à l'extérieur ?

La révolution espagnole nous montre l'exemple du front d'Aragon qui n'a pas été organisé par l'Etat, qui a été soutenu avant tout par les organisations ouvrières et les collectivités paysannes.

Une armée peut exister, pour les besoins de la défense, comme organisme indépendant dans la société civile, quoique organisée par elle et soumise à son contrôle. C'est une spécialisation : celle de la défense de la révolution. La société peut travailler à la ravitaillement, à lui fournir tout ce dont elle a besoin. Encore une fois, cela n'a rien à voir avec les normes générales d'organisation de cette société. Il en a du reste été généralement ainsi. L'organisation militaire a été presque toujours très différente de l'organisation civile.

L'Etat n'est nullement nécessaire pour toutes ces activités. Nous pourrions très bien les remplir sans son concours.

MAX STEPHEN.

Les organisations du Front populaire réclament des armes pour l'Espagne.

Mais leurs représentants au gouvernement tiennent la frontière fermée.

HYPOCRISIE !

POUR LES EMPRISONNÉS ESPAGNOLS

Espoir !

Ainsi que nous le laissons prévoir la semaine passée la délégation de la S.I.A. qui devait se rendre en Espagne ne part pas pour le moment. Nous espérons même, en raison des circonstances tragiques que traverse actuellement l'Espagne antifasciste et qui impliquent impérieusement le resserrement absolu de toutes les énergies antifascistes, que très bientôt elle n'aura plus lieu d'être.

Devant le danger angoissant qui pèse sur l'Espagne, il n'est pas possible que le gouvernement Négrin s'obstine à maintenir en prison les meilleurs éléments de la lutte contre Franco et ses alliés. Nous savons d'ailleurs que ce scandale est en voie de régression et que des pressions très fortes, et notamment de la C.N.T., ont été faites pour l'accélérer. La Justice a d'ailleurs sagement abandonné certaines poursuites odieuses et « absous » des militants de premier ordre, tels notre camarade Aurelio Fernandez, des « crimes » ridicules dont on les accusait. De nombreux antifascistes ont été ainsi libérés ces temps derniers.

Cependant, il en reste encore un nombre important et la mission qui devait guider notre délégation en Espagne, subsiste.

Seules des circonstances exceptionnelles contraignent la S.I.A. à donner à cette mission une forme différente. La délégation sur place n'est plus pour l'instant possible en raison des événements tragiques qui ont bouleversé la semaine passée, les données du douloureux problème espagnol.

La C.N.T. et la S.I.A. espagnole nous avaient apporté leur appui total et sans réserves. Le signataire de ces lignes qui avait précédé la délégation à Barcelone, où il resta du 1^{er} au 20 mars, peut témoigner que l'aide qui fut apportée dans la préparation de la mission a été totale. Certains éléments — et non des moindres — de l'U.G.T. nous eussent appuyés décisivement dans notre tâche. Le P.O.U.M., que l'intolérance de certains secteurs politiques a voulu éliminer par la violence, de la lutte contre Franco, eût été représenté dans notre requête, car ses militants sont nombreux encore en prison.

Nous n'abandonnons donc en rien notre campagne. Mais chacun reconnaîtra que les jours tragiques que vient de vivre, et que vit l'Espagne, nous obligent à des tâches sinon plus pressantes, au moins plus impérieuses encore.

Il faut bien le dire : ce n'est plus seulement une question de liberté pour quelques milliers de militants qui se pose, c'est maintenant une question de vie ou de mort totale pour toute une population révolutionnaire. C'est une question de vie ou de mort aussi pour un principe social nouveau basé sur le travail et la liberté. Ceux qui ont vécu les journées d'horreur de Barcelone, où l'extermination totale de la population semblait être l'objectif des fascistes, peuvent se rendre compte à quel point ce dilemme entre la vie et la mort était total.

Les défaites d'Aragon, dues à la disproportion croissante des armes : les bombardements d'extermination des villes du littoral méditerranéen ; l'angoisse physique et morale des populations en proie à la disette de vivres et à la menace de mort ; l'instabilité politique d'un gouvernement qui subit le joug des chancelleries étrangères, toutes ces causes, il faut bien le dire, accaparaient totalement l'esprit de nos camarades espagnols.

Il faut ajouter que déjà deux fois remise, en raison d'abord de difficultés administratives provenant d'Espagne, ensuite par la crise politique française, la délégation se fût présentée dans une fort mauvaise condition psychologique dans une Barcelone dévastée par la barbarie fasciste et tout occupée à ensevelir ses morts, panser ses blessés et débayer ses ruines.

Enregistrant que la C.N.T. a mis comme condition à sa participation à la reconstitution du front antifasciste, sur le plan de la participation gouvernementale, la libération totale des emprisonnés, la S.I.A. a confiance que sa protestation sera entendue. De toute façon elle reviendra à la charge jusqu'à satisfaction complète.

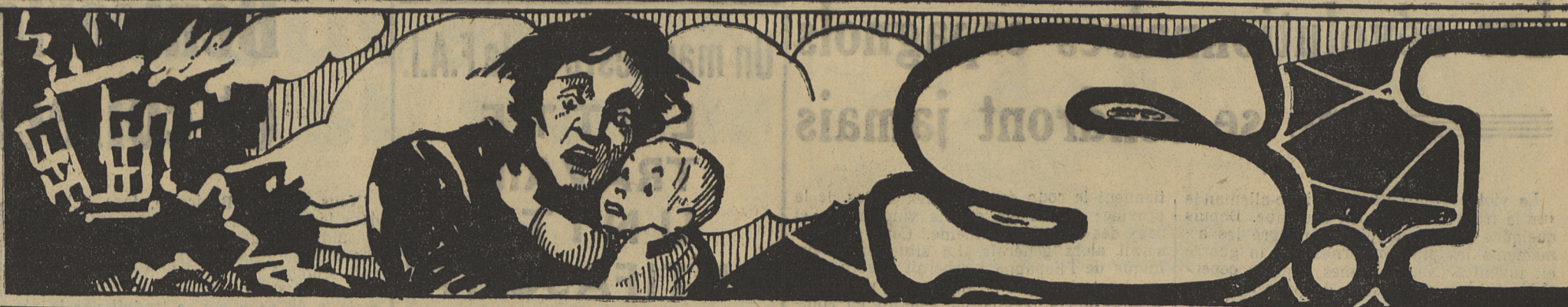
LOUIS ANDER.

La calomnie bolcheviste

Dans l'Humanité, dans leurs journaux locaux, dans leurs torchons d'usine, les communistes bavent sur la S.I.A. Et nos sections s'en émeuvent. Bien à tort, d'ailleurs.

Dans la prochaine page de la S.I.A. nous reproduisons, pour les réduire à néant, quelques calomnies de ces messieurs afin que nos camarades aient matière à riposter quand ils le jugeront à propos. Mais nous ne pourrions pas suivre les stalinien sur ce terrain-là ; nous ne voulons ni ne pouvons passer notre temps à réfuter leurs âneries, leurs imputations bêtement mensongères.

Nous tenons, avant tout, à faire du travail positif, de la solidarité effective. N'est-ce pas, au surplus, la meilleure réponse à ceux qui ontupèrent une S.I.A. déjà puissante et qui peut le devenir encore plus.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central : 26, r. de Crussol, Paris (II^e) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

POUR L'ACTION DIRECTE

IL Y VA DE NOTRE SALUT

Nous venons d'éditer à 10.000 exemplaires, format quadruple colombier, une affiche en 2 couleurs qui pose nettement la question que partout l'on devrait mettre immédiatement à l'ordre du jour.

Il n'est plus possible que l'on se contente désormais d'aider avec parcimonie l'Espagne antifasciste. Les petits efforts individuels des uns et des autres sont vains devant les grands besoins des camarades espagnols.

C'est tout le peuple français qui doit se porter aussitôt au secours du peuple ibérique, sinon celui-ci sera écrasé à bref délai.

Il est urgent que tout le monde comprenne enfin la situation dramatique dans laquelle se débat, là-bas, toute une masse d'hommes, d'enfants et de femmes. La mort par la faim, la mort par la mitraille les déciment chaque jour un peu plus. Ils y succomberont tous si le blé, les armes, les munitions, les avions ne leur parviennent point par trains entiers et pleins bateaux.

Si Franco prend Valence et Madrid, vous figurez-vous le carnage ?

Si Franco prend ensuite la Catalogne, vous imaginez-vous ce que deviendront les compagnons qui, depuis si longtemps, font la gloire de l'anarchie ?

Nous ne voulons pas voir ça. Nous ne voulons pas assister à pareil bain de sang, et c'est pourquoi notre affiche demande à tous d'agir pendant qu'il est temps encore.

Cette affiche, dont on lira le texte ci-dessous, a été apposée nombreuse sur les murs de la capitale et de sa banlieue. Nous l'avons expédiée dans 200 villes de province pour qu'elle y soit affichée au même moment qu'à Paris.

Notre tirage de 10.000 est épuisé, mais nous sommes à même d'en faire vite un second si les camarades de province et de grande banlieue en manifestent le désir.

Que chacun de nous y mette beaucoup du sien. Il est dérisoire de toujours dire que sauver les antifascistes espagnols, c'est se sauver soi-même ; c'est vrai, pourtant. Par altruisme et par égoïsme, nous avons de nombreuses raisons d'agir.

Agissons donc, amis ! Sinon les forces mauvaises vont déferler sur nous ; elles nous écraseront et l'humanité, le progrès, la civilisation subiront un recul d'un siècle.

Nous perdrons tout. Nos vies, celles des nôtres, et jusqu'à l'espérance même d'une existence moins triste pour d'autres, pour ceux qui survivront.

S. I. A.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE

S. I. A.

MOINS DE PAROLES

pour la défense de l'Espagne ouvrière du Blé et des Armes

Peuple de France,

S'il est vrai qu'à l'heure du danger tu sais avoir de l'initiative, de l'énergie et te tirer des situations les plus compromises, c'est le moment de le montrer.

Tu as été insouciant envers le peuple d'Espagne. Tu lui as fait l'aumône de quelques pistolets, d'un

peu de lait condensé, alors qu'il avait besoin d'armes et de vivres en abondance. Tu es donc cause, en partie, de ses morts, responsable de ses souffrances, et sa défaite te serait imputable.

Tu pouvais sauver l'Espagne ouvrière en quelques semaines, et voilà près de deux années qu'elle réclame en vain ton aide.

Que vas-tu faire, enfin ?

Entendons leurs appels déchirants

Peuple de France,

Franco, soutenu par les fascistes du monde entier, tente un assaut suprême. Nos camarades antifascistes espagnols sont obligés de céder devant le matériel de mort mis en action contre eux.

Malgré cela, ils ne désespèrent pas. Mais leurs appels au secours se font plus déchirants.

Ne les entends-tu point ? Ils te disent que leurs enfants et leurs femmes meurent de faim, alors qu'en France des silos

regorgent d'un blé que les minotiers brûleront sans doute un jour.

Ils te disent qu'ils sont démunis d'avions, d'armes et de munitions, alors que tu t'apprêtes à faire des heures supplémentaires en vue d'intensifier un armement qui ne leur serait pas destiné.

Ils te disent qu'ils sont à bout, que les forces humaines ont des limites et qu'ils vont périr sans vaincre, par ta faute.

Le permettras-tu ?

Sauvons leur liberté et la nôtre

Peuple de France,

Ce sont les travailleurs des champs qui devraient être maîtres de disposer du blé stocké, les ouvriers des arsenaux qui devraient pouvoir indiquer la destination des armes qu'ils fabriquent. C'est la

C.G.T. qui devrait comprendre, enfin, que l'action directe reste l'ultime argument des prolétaires.

Nos gouvernants s'inclinent devant une volonté aussi nettement exprimée. Ils ouvriraient la frontière franco-espagnole, et les cheminots et douaniers syndiqués feraient le reste.

TON AVENIR, PEUPLE DE FRANCE, SE JOUE SUR DE NOMBREUX POINTS DU GLOBE. C'EST SUR L'ESPAGNE, TOUTEFOIS, QUE TU DOIS PORTER TON ATTENTION. ELLE ATTEND SON SALUT DE TON ACTION DIRECTE. N'HESITE PLUS, JETTE-TOI HARDIMENT DANS LA MELEE. IL Y VA DU SORT DU PROLETARIAT ESPAGNOL, DE TA LIBERTE ET DU MAINTIEN DE LA PAIX.

POUR NOTRE DÉVELOPPEMENT

Vigilance !

Tous ceux d'entre vous, camarades, qui souhaitent une vraie organisation d'entraide devraient être satisfaits d'avoir assisté au lancement de la section française de la S.I.A., d'avoir vu son départ rapide et de constater son action intense.

Les animateurs et organisateurs de notre S.I.A. sont très heureux, de leur côté, de l'accueil fait à leurs initiatives, du concours apporté à S.I.A. au cours de toutes ses manifestations.

Un point noir, pourtant, et qui nous affecte un peu. Le succès a, d'ailleurs, couronné trop souvent nos efforts pour ne pas avouer un échec. Notre dernière fête fut tout à fait un fiasco. Elle était organisée afin de nous procurer des ressources indispensables à l'accomplissement de notre propagande ; nous comptions qu'elle procurerait un bénéfice de 10.000 fr. ; elle laisse un déficit de 2.500 francs. Un vingtième à peine des lecteurs du « Libertaire » de la région parisienne s'étaient dérangés.

Au moment où pareille défection nous handicape moralement et financièrement, nous recevons de Barcelone un coup de téléphone pressant nous invitant à faire quelque chose pour la levée d'un blocus qui fait de plus en plus l'affaire du fascisme.

En quelques heures nous imprimons l'affiche dont nous parlons autre part, la faisons coller à Paris et l'envoyons dans deux cents villes. Coût : 25.000 fr.

Et demain les événements vont exiger que nous nous endormions moins que jamais. Est-ce trop espérer que de compter plus que jamais sur vous tous, camarades ?

Réunions et Permanences de la S. I. A.

XI^e et XII^e ARR. — Permanence, 6, rue St-Bernard, le samedi de 9 heures à midi, au lieu du dimanche.

CHARENTON (Oanton de). — N'oubliez pas, adhérents à la S. I. A., l'assemblée générale de vendredi 25 mars, à 20 h. 30, 37, rue des Camélias, à Alfortville.

CRETEIL-BONNEVILLE. — Nous avisons les camarades que nous organiserons le 3 mai une conférence filmée dans la région, qu'ils en prennent bonne note.

SEINT-DENIS. — Assemblée générale des adhérents à la S. I. A. le lundi 28 mars, à 20 h. 30, salle Sauvage, Place de la Mairie. Ordre du jour très important. Présence indispensable de tous.

LA COURNEUVE. — Tous à la réunion, mercredi 30 mars, à 20 h. 30, Cinéma Mondial, aux Quatre-Routes. Permanences les 1^{er} et 2^e mardis de chaque mois à 20 h. 30, le samedi après-midi de 14 à 18 h., et le dimanche matin de 9 h. à midi.

L'HAY-LES-ROSES. — Tous les adhérents de l'Hay sont priés d'assister à la réunion du vendredi 26, à la Maison Commune, 19, rue de Villejuif.

MONTFERMEIL. — Permanence, café Marsan, 40, r. Roger-Salengro, le dimanche de 10 h. à midi.

SAINT-OUEN. — Permanence, 97, rue de la Chapelle, le samedi de 10 h. à midi.

AMIENS. — Permanence tous les dimanches de 9 h. à 11 h. au « Café Théâtral », 39, rue Delambre.

MARSEILLE. — Pour les adhésions, versements d'argent, dépôt de colis « vivres et vêtements » s'adresser à la permanence, Bourse du Travail.

TOULOUSE. — Permanence tous les mardis à 20 h. 30 au « Café Parisien », rue Georges-Clemenceau.

Dans les sections

LA COURNEUVE

Une grande réunion a lieu mercredi, 30 mars, à 20 h. 30, salle du Cinéma Mondial, aux Quatre-Routes. Y prendront la parole : Sébastien Faure, Marceau Pivert, Paterni, Douteau, Ridel.

Nous invitons les camarades de la région à s'y rendre nombreux puisqu'il s'agit de réclamer une aide plus efficace en faveur de l'Espagne, puisqu'il s'agit d'exiger qu'on lui envoie en abondance du blé et des armes.

CRETEIL

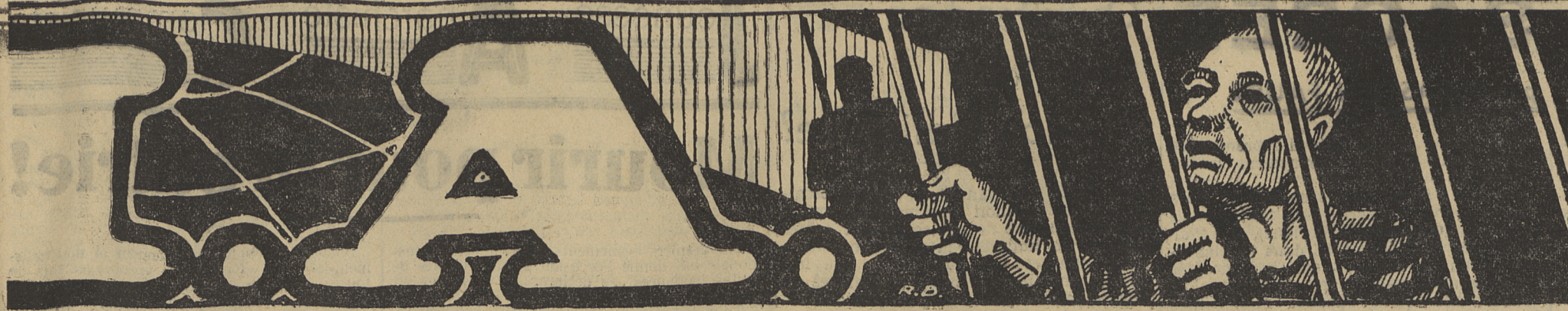
Dimanche matin de très bonne heure, nous collâmes les nouvelles affiches de la S. I. A. Inutile de dire qu'elles furent lues beaucoup et très commentées. Le même jour à 20 h. 30 nous avons été prévenus que des individus arrachaient nos affiches. C'étaient quatre stalinien que nous mirent en fuite. A 22 heures, je faisais une ronde, quand je surpris trois jeunes bolchevistes lacérant également lesdites affiches ; je protestais, nous nous battîmes et j'eus la chance d'être le plus fort, deux camarades venaient d'ailleurs à mon secours. Nous passâmes ainsi toute la nuit : surveillance des affiches et bataille avec les cocos. Pauvres sires ! Que reprochent-ils à cette affiche ?

Depuis, nous avons fait un deuxième collage, et distribué un tract dans la localité pour signaler à la population la sale besogne des stalinien.

Défendons-nous, camarades. Défendons noir S. I. A. — André.

REGION LYONNAISE

Les camarades du Groupe « Estudiantina Garcia Lorca » de Venissieux vous envoient la somme de 1.400 francs destinée à être par vos soins convertie en lait, farine, sucre pour les gosses d'Espagne. Les adhérents d'« Estudiantina » récoltent cet argent en chantant pour l'Espagne à Givors, Péage de Roussillon, Vienne. Voilà un exemple à suivre.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) — Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

Nuestro cartel

Los lectores encontrarán en la página francesa de la S.I.A. el texto del admirable cartel que nuestra institución acaba de editar.

Era necesario hacer el gran esfuerzo que ese gesto representa. Quisiéramos hacer diez veces más. Esto depende del apoyo que se nos preste.

Como primera tirada hemos hecho diez mil ejemplares. Dará una impresión de lo que representa la presencia de nuestro cartel, el saber que mide un metro con veinte centímetros de ancho por un metro sesenta de largo.

Tirado a dos colores, su presentación y su texto llaman poderosamente la atención.

Se ha pagado en todo París y en la región parisiense una buena cantidad. Pero se ha enviado además a DOSCIENTAS CIUDADES DE FRANCIA. De modo que el efecto ha de ser grande en todo el país.

En pocos días se ha agotado esa primera tirada. Pero los grupos, la individualidad de la S.I.A. que quieren más, deben escribir de inmediato, pues haremos en seguida otra, cuya importancia dependerá de las demandas que vengan.

Hay que proseguir intensamente en la campaña para que la España antifascista pueda recibir todas las armas, todo el trigo que necesita.

Frente a los bombardeos arreciemos en el esfuerzo

La guerra toma caracteres más trágicos de lo que ha tenido hasta ahora. Parece siempre que se ha llegado a la cúspide del horror, y que no se puede ir más allá. No obstante, estamos viendo que los mismos bombardeos de Madrid no eran la última palabra de lo que se podía hacer.

El enemigo duplica la barbarie. Digamos sin ambages que puede duplicar aun lo duplicado. Hace sobre nuestras ciudades un ensayo de guerra total. Lo que se ha visto es solamente eso : un ensayo. Los estados mayores de todas las naciones han preparado más. Esperemos que no seguiremos siendo « in crescendo » el conejillo de Indias de los estados mayores.

Pero la esperanza no es la seguridad. Franco, Mussolini, Hitler, el capitalismo internacional, la alta banca parecen dispuestos a todo. Y porque así es, porque recurren a todos los medios, debemos nosotros también recurrir a todos los medios para ayudar a los que son blanco de tantos experimentos exterminadores.

Frente a los bombardeos de Barcelona, y otras partes de la retaguardia, intensifiquemos la acción. Intensifiquemos la ayuda.

Mandemos diez veces más trigo que metralla, envían. Mandemos cien veces más solidaridad efectiva, calor de afecto, de hermandad, que muestras de odio recibiendo la población española que no se doblega ante el fascismo.

Más pan, más pastas alimenticias, más legumbres, más medicamentos. España no está solamente bajo la metralla, sino que tiene hambre bajo la muerte y la amenaza de muerte que vuela sobre ella.

Hagamos cuanto sea posible para mitigar sus dolores, los dolores de las mujeres, de los niños, de los hombres que sufren lo indecible. No hay derecho a no pensar en eso. No hay derecho a estar alegres, no hay derecho a sonreír. Sólo podemos, sólo debemos crispar los puños, y pensar seriamente en la tragedia inenarrable de Barcelona, de Madrid, de esa población que sufre y muere para nosotros.

Los pájaros siniestros

Los « pájaros siniestros » han volado de nuevo sobre España. Han volado no una vez, sino muchas en un día.

Los « pájaros siniestros », o mejor dicho, los que les conducen, no tienen entrañas. En Barcelona, la noche de reyes, cuando las criaturas recogían los juguetes, cuando se les daban en los festivos, llegaron, raudos y traidores, y dejaron caer sobre la ciudad sus artefactos de muerte.

Ni siquiera tuvieron para ese día una atención hacia las criaturas. Quisieron, al contrario, gozar de la satisfacción de interrumpir la fiesta, de trocar en llanto, en dolor, en miedo, en muerte la alegría de los niños.

Hay hechos así que tienen un significado moral hondo. Nos muestran que todo sentimiento humano ha desaparecido para los hombres que atacan a nuestra España, para los que quieren avasallarla y someterla a un régimen de oprobio como jamás conocimos.

Pero es ahora cuando dan la medida de su valor y de su cobardía. De su valor en sentido malo, se entiende, y de su cobardía absoluta.

Llevar sobre una ciudad, a cinco mil metros de altura, lanzar bombas a gra-

nel e irse velozmente... Irse para volver a las dos horas cuando la gente se ha apenas repuesto de la alarma, y no ha tenido tiempo de identificar a los cadáveres ni de instalar a los heridos en los hospitales, ni de sacar de debajo de los escombros de las casas desmoronadas a los que aún gimen, a los que no gemirán más...

Y echar más bombas que antes, y huir de nuevo. Y cuando todavía las criaturas lloran en los refugios, cuando no se ha podido hacer el recuento de los muertos y de los heridos, presentarse otra vez, y volver a empezar...

La táctica empleada delata un cálculo infernal. Durante día y medio, no se ha dejado en paz a la población. Cuando creía que, como ocurría en los anteriores bombardeos, le sería posible respirar después del último sufrido, cuando más llena de confianza momentánea estaba, centenares de granadas que llovían del cielo, pero no como el maná de la Biblia, la desengañaban.

Habilidad diabólica para cansar, para atar, par enloquecer a la gente, para hacerla desistir de su resistencia, para doblegar su ánimo.

¿Le lograrán? Le due mucho. No se ha doblegado el ánimo de Madrid. Cuando la población veía a los « pájaros siniestros » arrojar sus explosivos, las mujeres decían : « ¡ Destruid Madrid : construiremos una Nueva York ! »

Continuarán cebándose sobre nuestra ciudad los pájaros siniestros? Es probable. Es probable que seguirán desgarrando la carne de los niños, haciendo volar tranvías cargados de gente, transformando en sangre y restos inclassificables grupos humanos...

Y yo maldigo la inteligencia humana ! ¡ Maldigo a todos los que a través de los siglos se esforzaron por encontrar el medio de volar en el aire, maldigo de los hermanos Wright y de Santos Dumont, maldigo de Bleriot y de Latham !

Y maldigo cuando lo veo al sol ; la serenidad de la noche, del buen tiempo la brisa, y las estrellas, porque ellos son los estados propicios de naturaleza gracias a los cuales los pájaros siniestros van como vampiros, a destruir ciudades y exterminar poblaciones.

¡ Maldigo la primavera a la que la maldad utiliza para sus fines !

Pienso en lo que sería una guerra europea o mundial hoy ; y quisiera dormir, dormir, dormir, y no despertar más. O quisiera, como escribía Flaubert al declararse la guerra de 1870, « vivir entre los beduinos ».

¿ De qué nos sirve tanto adelanto científico sin adelanto moral ? ¿ De qué nos sirve todo lo bello si el mal lo aprovecha para sus fines ?

Y es porque en España los nuestros luchan para la supremacía de ese concepto moral que, a pesar de mi desesperación, estoy con ellos. Es porque nada se solucionará con que yo me duerma para no despertar jamás, pues quedarán dos mil millones de seres, que comprendo la necesidad de ayudar a los que sufren del ataque de los pájaros siniestros, que tanto daño hacen a nuestra amada España.

La obra de la S.I.A.

La solidaridad es la más sublime expresión de los sentimientos humanos.

En la guerra actual todos somos víctimas, y todos estamos igualmente necesitados de defensa. La ciencia moderna puesta al servicio del crimen ha convertido en combatientes pasivos a todos los ciudadanos. Y es la solidaridad la única arma de defensa eficaz contra la barbarie desencadenada sobre nosotros.

Sólo la solidaridad puede aminorar el dolor si, al que lo perdió todo, se le ofrece el collar caliente de unos brazos fraternos.

Hay que superar todos los diques del egoísmo, hay que salir de nosotros mismos para vivir un poco en los demás.

S.I.A. organiza la asistencia y ayuda a los evacuados y víctimas del bombardeo, creando comedores populares y alojamientos nocturnos para transientes.

S.I.A. da calor y acogimiento a los huérfanos de nuestros combatientes, montando Guarderías infantiles donde los pequeños, víctimas de la guerra, olvidan los horrores vividos en medio de un ambiente de cariño y de solidaridad.

S.I.A. abastece a las ciudades sitiadas organizando caravanas de víveres.

En una palabra, S.I.A. da a la solidaridad, la máxima eficacia unificando y aglutinando las iniciativas personales.

(De un manifiesto del Consejo español de la S.I.A.)

Federica Montseny.

Un gesto de los dockers ingleses

Los estibadores de Londres se han negado, a cargar, la semana pasada, los barcos que iban camino de España fascista.

Habíamos planteado en otra ocasión, después de un artículo de Bernardo Pou, el problema del boicot. Decíamos que, aunque necesario y admirable instrumento de lucha, era difícil poderlo organizar, teniendo en cuenta el retroceso social de la mayor parte de los trabajadores de las naciones democráticas.

Pero añadíamos que de todas maneras debían proseguir los esfuerzos para hacer todo cuanto podíamos.

Y llega la grata noticia de Inglaterra. Los estibadores ingleses se niegan a embarcar mercaderías para Franco.

Este gesto de los trabajadores ingleses, tiene un gran significado. Primero, por venir de una nación donde la acción directa es poco empleada. Segundo, porque, teniendo en cuenta la importancia internacional de la organización portuaria de ese

país, una tal actitud puede repercutir internacionalmente.

Ya al principio de la lucha, los estibadores de Bordeaux y de algún otro puerto francés hicieron gestos semejantes. Desgraciadamente no se supo llegar a un acuerdo internacional para universalizar esa acción.

Sería tiempo de hacerlo. La Federación Sindical Internacional tiene muchas fuerzas y puede hacer en este sentido una obra de enorme eficacia.

¿ La hará ? Hay que pedirselo, y recordarle que nos se es culpable solamente cuando se hace daño, sino cuando, pudiéndolo evitar, no se hace nada para impedirlo.

De todos modos, mientras tanto, saludemos con entusiasmo el gesto de los obreros portuarios ingleses, esperemos que ese gesto se reafirmará, se ampliará, ganará otras naciones.

Estibadores ingleses, ¡ gracias ! Gracias, y seguid, que la España antifascista necesita vuestro apoyo.

A las mujeres

Desde esta lejana España, dando, ríos de sangre con el sacrificio generoso de millares de vidas, un pueblo lucha contra los enemigos seculares del proletariado, con ese peligro universal del fascismo, que amenaza destruir todas las conquistas de la civilización y todos los derechos del hombre y del ciudadano, adquiridos por las masas desde la Revolución Francesa hasta nuestros días ; desde esta pobre España nuestra, que se desangra defendiendo la paz y la libertad del mundo, lanzo este llamamiento a todas las madres, a todas las mujeres.

Nada funde, aproxima tanto a las almas, fusiona las razas, borra las diferencias de idioma, de cultura, de color y de ideas como el sufrimiento individual y colectivo. A través de la distancia que nos separa, vosotras sentís nuestro dolor, sufrís con nosotros, padecéis por nosotros. ¡ Amigas mías, hermanas mías ! Si vierais como yo el espectáculo lacerante de los niños sin hogar, sin padres, emigrados de Málaga, emigrados de Extremadura, emigrados de Madrid, emigrados de Vizcaya, emigrados de Santander, emigrados de Asturias. Los padres quedaron allá, sobre los campos que desde ahora serán más fértiles, abonados con tanta sangre, con tanta carne, generosa y sagrada. Quedaron allí, cara al cielo, o cayeron en manos de los verdugos, o corren aún por los montes, perseguidos como jabatos. Otros niños perdieron sus madres bajo los bombardeos, en los exodos terribles de ciudad en ciudad, de pueblo en pueblo.

Ellos fueron salvados. Y están aquí solos, desligados de todo, entregados a nuestro sentimiento fraterno, al deber maternal que hacia ellos nos lleva, ya que, hijos de los que murieron por defender la misma causa, son hijos de todos los que aún sobrevivimos y aun luchamos.

SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA os pide, por mi voz de mujer y madre, de combatiente en esta lucha, vuestro apoyo, vuestra ayuda, la movilización moral y material de todas vosotras en favor de España. Vosotras sabéis bien que el pueblo de España lucha por la libertad de todos los pueblos del orbe, por las pequeñas y las grandes nacionalidades que quieren mantener su derecho y su independencia frente a la codicia y la barbarie de los países fascistas. Vosotras sabéis bien que en España se libra la gran batalla de la libertad contra los Estados totalitarios, contra la concepción brutal del hombre y de la sociedad que somete a esclavitud infamante a los trabajadores y que humilla y degrada la dignidad humana.

Dondequiera que militéis ; no importa la clase a que pertenezcáis. Si en vuestro pecho alienta un corazón noble, una alma justa habéis de colocaros a nuestro lado, habéis de sentir el odio hacia los verdugos y la piedad, la fraternidad más encendida hacia las víctimas.

Y eso os pedimos : odio santo que levante vuestros puños contra los que, después de ensanchar

a España, después de esclavizar Etiopía, después de caer como aves de rapina sobre China, audaces y envalentonados amenazan vuestros pueblos libres, la paz de Europa, de Asia, de América. Y amor, y solidaridad, y sentimiento maternal hacia todos los que sufren las terribles consecuencias de una lucha, de una guerra que nos ha sido impuesta y que sostenemos por amor a la libertad y por dignidad de hombres.

¡ Ayudadnos ! Moviliza vuestras conciencias ! Agita a favor de España y las víctimas del fascismo en dondequiera que estéis ! Es vuestro deber de antifascistas, de madres, de mujeres dignas en todo momento. Al ayudarnos, empezáis a defenderos contra un enemigo que es vuestro enemigo ; empezáis a proteger las vidas de vuestros esposos ; de vuestros hijos, mañana también amenazados por los mismos que destruyen los hogares, asolan las ciudades de la retaguardia, siebran la desolación y la muerte de la madre España.

Dondequiera que estéis, ¡ escuchadme ! Cada noche, al acostaros, al estrechar contra vuestro pecho al hijo dormido, al preparar la cuna del recién nacido, al acariciar vuestros sueños de novia, vuestras ambiciones de mujer que aspira a ser algo en la vida ; viejas, jóvenes, con la risueña calma de la experiencia, con la impaciencia tremante de la juventud viva ; cada vez que os sintáis dichosas, que apreciéis una comidita, que experimentéis una alegría, pensad en España. En los niños sin cuna y sin abrigo ; en las madres dolorosas que pasean los cuerpecitos yertos por las carreteras, huyendo de las bombas, de los obuses, de los cuatro caballos de la Apocalipsis, que asolan todas las tierras de Iberia. Pensad en los soldados del pueblo, que se batan, en las trincheras húmedas, bajo los vientos, la lluvia y la nieve. Pensad en las noches de Barcelona, de Valencia, de Madrid, cuando las madres deben huir al clamor de las sirenas, calentando con el calor de sus cuerpos a los niños dormidos en sus regazos, ajenos a la guerra, ignorando aun a la muerte, ocultándolos, guardándolos como tesoros en el fondo de los refugios.

Las mujeres, las madres de España os tienden las manos conmovidas, los corazones emocionados, agradeciendo cuanto hacéis y vais a hacer por España y diciéndonos a través de S. I. A. y de mis palabras : Gracias Hermanas. Vuestra ayuda nos conforta. Merced a ella nuestros hijos recibirán algo de lo mucho que necesitan. Por ellos y por todos los hombres del mundo que mueren en los frentes y en la retaguardia millares de antifascistas españoles. Gracias hermanas ! Cumplís vuestro deber, elevada y generosamente. Nosotras sabemos cumplir el nuestro como lo cumplen las mujeres de Madrid, que mueren bajo los obuses, sin protesta y sin queja, como combatientes más en una lucha que no puede tener más fin que la victoria, de los que representamos la libertad, el derecho y la justicia.

Como trabaja la S.I.A. en España

REGALO DE UNA COLECTIVIDAD

La colectividad de Masanasa ha dado dos mil pesetas para la S.I.A.

Es un detalle. Pero hay muchas colectividades en España. Hay millares. Estas colectividades dan víveres, legumbres, frutas para Madrid, para los frentes, para los más necesitados. Cargan camiones y los mandan al frente o a la capital de España. Y como si no bastara, entregan dinero cuando pueden.

Este espíritu de solidaridad es un ejemplo digno de imitar. ¿ No os parece ?

Recordamos de « Pragua Social »

UN FESTIVAL EN EL « FRONTON VALENCIANO » EN FAVOR DE S.I.A.

« El pasado jueves tuvo lugar un magnífico festival a beneficio de las víctimas de los bombardeos de la metralla fascista en nuestra ciudad. Actuaron en el mismo destacados pelotaris del cuadro del Frontón Valenciano y revisiendo el mismo un feliz éxito económico y de público. Tanto los pelotaris como los compañeros obreros del Frontón Valenciano, dado el fin altruista y humanitario, no escatimaron sacrificios para que el éxito fuera completo. La recaudación total Pro Víctimas bombardeos, fué de 9.416,50 pesetas. S.I.A. agradece al consejo obrero del Frontón Valenciano y demás compañeros, la colaboración prestada para tan magna obra. »

Notas desde Espana

RESULTADOS DE LA SEMANA DEL NINO

Ya sabéis, por lo menos así lo supongo, que se organizó la Semana del niño. Es un poco tarde para ocuparse de los resultados, pero creo que de todos modos no será inútil insistir sobre su importancia.

Porque hace sólo poco tiempo que se pudo hacer un recuento, si no total, por lo menos suficiente para que se tuviese una idea de la amplitud de la obra que se realizó en esa ocasión.

Me limitaré a Cataluña. En Cardener, se realizaron varias veladas. En Puig, en Ripoll, en Puigcerdá, en Reus, en Sabadell, en Terrasa, en Pins del Vallés, en Centelles, en Masnou, en Bañolas, en Villafra de Panadés, en Villanueva y Geltrú, en Tarragona, en Hospitalet, en Lérida, en Argenteona, en Seros, y en cien pueblos más, se celebró la Semana del Niño.

Además de los festivales, de las fiestas, se repartieron pan, golosinas (el pan se aprecia tanto como las golosinas) ropitas, juguetes, material escolar.

En Barcelona solamente se cele-

braron cincuenta festivales en los cuales los niños recibieron todas las atenciones que merecen.

Ahora, pensad que lo mismo se hizo en Levante, en Madrid, en Andalucía, en Extremadura... Y multiplicad todos esos actos que honran a nuestra institución.

Los chiquillos se han beneficiado de las atenciones que merecen. S. I. A. ha dado, en plena guerra, un ejemplo de humanidad, de sensibilidad honda. La ha dado a los que no hacen sino política, y especialmente a los fascistas, si es que esa gente es capaz de recibir lecciones de bien.

Porque mientras mandan sobre nuestras ciudades y nuestras aldeas sus aviones que vomitan sobre los tiernos cuerpos de las criaturas bombas y obuses, mientras no saben sino desgarrar su carne, caldar sus cuerpecitos tiernos, nosotros, a quienes se presenta como a hienas, como a lobos, como a chacales, como a tigres, cuidamos amorosamente a la infancia y le procuramos, dentro de lo que las circunstancias permiten, alegría, atenciones, salud y esperanza.

ANTIFASCISTA.

L'UNION SACRÉE

par SÉBASTIEN FAURE

La semaine dernière, je t'ai longuement entretenu, ami lecteur, de l'état de putréfaction avancée qui ronge et peu à peu décompose la Russie soviétique et du « socialisme ».

Il y a, de par le monde, bien d'autres foyers d'infection, bien qu'ils soient de nature différente.

Un peu partout, les victimes se multiplient, les cadavres s'amoncellent, les ruines s'entassent. Les charniers ne se comptent plus. L'air devient irrespirable.

Ami, éloignons-nous de ce spectacle affreux. Fuyons ces lieux de misère et d'angoisse, d'horreur, de dévastation et de mort.

Métons-nous à la recherche, parlons à la découverte d'un coin de terre aimable et reposant. En est-il un ? Le trouverons-nous ?

Halle ! En voici un. Enfin !

On n'y parle que d'entente et de rapprochement, de réconciliation et d'accord, de douceur et de fraternité. C'est apaisant et délicieux.

Ce coin de terre, c'est la France, notre belle, notre chère, notre douce France.

Ouvrez les yeux et les oreilles. Regardez, compagnon, écoute.

C'est, d'abord, une admirable (?) croisée dont Lucien Descaves est le Pierre l'Ermitte. Le cri de ralliement des Croisés, c'est :

« La haine au pilori ! » Pour se reconnaître et donner l'exemple, les « Sans Haine » portent sur la poitrine l'insigne « S. H. ».

D'où vient la haine, à quelles sources elle s'alimente, les « S. H. » feignent de ne le point savoir et se défendent de le rechercher.

S'imaginent-ils qu'il suffit de vouer la haine au pilori et d'orner la boutonnière de son veston d'un insigne pour que cesse la haine ? — Peut-être.

Toujours est-il qu'ils professent la haine de la haine et adjurent tous ceux qui aiment vraiment la France de ne plus se détester : « La haine au pilori ! »

C'est beau, c'est magnifique ; ça sent bon ; l'air charrie les plus doux parfums.

Il y a mieux : en France, toujours en France vient de prendre fin la semaine de bonté.

Sur les 365 jours dont se compose l'année, des cours débordants d'une sainte et généreuse pitié ont fait choix de 7 jours, qu'ils ont dévouement consacré au culte de cette vertu divine et bien française : la Bonté.

Ces âmes profondément charitables ont distribué quelques subsides à des misères exceptionnellement lamentables et, afin que nul n'en ignore (sans cette petite réclame, ces actions vraiment admirables passeraient sans doute inaperçues) quelques indigents : hommes, femmes, vieillards et enfants nommément désignés, auront la satisfaction de manger à leur faim durant quelques jours.

Pitié, Charité, Bonté que de prodiges vous accomplissez ! C'est merveilleux.

Attends un peu, camarade : il y a mieux encore, beaucoup mieux, et ceci porte à leur comble la douceur et la pureté de l'air que le peuple de France a l'incomparable faveur de respirer à poumons pleins.

Ami lecteur, tu as hâte d'apprendre ce dont il s'agit. Je te vois étonnement curieux et attentif.

Eh bien ! Sache que le samedi 19 mars 1933 (à la fois d'inspiration sur les tablettes de cette date désormais historique), à Levallois-Perret, rue Gide n° 45, dans un établissement où se dévouent aux besoins des peuples ingrates, mais les plus méritoires, de saintes filles qu'on appelle « les Petites Sœurs des Pauvres », un certain Verdier, de son métier : archevêque de Paris et, de plus, cardinal, s'est rendu, en personne, afin de servir de ses propres mains, le déjeuner que cet asile offrait, ce jour-là, aux vieillards qu'il hospitalise.

Oui, mon vieux. Je précise : Mgr Verdier, archevêque de Paris, lui-même, en chair et en os.

C'est à n'y point croire. Et, pourtant, c'est la pure vérité.

Récapitulons :

a) Croisade contre la haine ;

b) Semaine de Bonté ;

c) Le Cardinal Eminentissime Verdier, s'abaissant aux humbles fonctions de garçon de restaurant.

N'ai-je pas raison de déclarer, à haute et intelligible voix, que dans notre belle, chère et douce France, coulent à pleins bords les sentiments les plus magnanimes et les plus prestigieux exemples de mansuétude, de bonté et de solidarité ?

J'aime à espérer, cher compagnon, que tu ne t'étonneras plus, à présent, que, à droite, à gauche et au centre, tous les partis politiques et toutes les organisations économiques dont les chefs se disputaient, hier encore, l'honneur de se sacrifier aux intérêts sacrés de notre belle, chère et douce France, s'affirment aujourd'hui décidés à mettre fin à leurs querelles sacrilèges et à s'UNIR NATIONALEMENT.

A la vérité, il faut bien avouer que, si tous les partis proclament désirable et possible, nécessaire et urgente cette « Union Sacrée », chacun d'eux entend qu'elle ne se réalise qu'en son sein, à son profit et sous sa direction. Mais, à part et malgré ce léger détail, l'accord est fait : « Union nationale, sacrée et indissoluble ! »

Les chefs assurent qu'ils ont compris — ils y ont mis le temps, mais mieux vaut tard que jamais — et ils ont fait admettre par les pauvres bourgeois qui leur obéissent passivement, que « l'Union sacrée » s'impose, parce que, du naufrage où menace de sombrer toute la civilisation actuelle, il faut sauver à tout prix le pavillon français et que cet indispensable sauvetage ne peut être assuré que par le rassemblement de tous les Français sous les plis du glorieux drapeau tricolore, une fois de plus et comme toujours, l'emblème immortel du droit, de la justice, du progrès, de la paix et de la liberté.

Ami, que penses-tu, que dis-tu de cet appel unanime à « l'Union sacrée » ? Que vas-tu faire, cher compagnon ? Vas-tu suivre la foule ? Vas-tu t'en écarter ? L'heure est décisive. Donne-toi le temps de réfléchir. Interroge ta conscience. Prends position et agis.

SÉBASTIEN FAURE.

Qu'attend-on pour faire l'Union Nationale ?

En dépit des manœuvres et des tergiversations, l'Union Nationale est mûre. Elle ne peut pas ne pas se réaliser à bref délai. Peu importe la « personnalité » qu'on chargera de l'opération. Peu importe même les conditions techniques du rassemblement. Les communistes en seront-ils absents et voudront-ils se contenter d'un soutien plus ou moins discret ? Leur présence dans un ministère semble difficile, voire impossible si l'on veut rassurer les capitaux. Mais tout cela, répétons-le, ne présente qu'un intérêt secondaire de tactique. Le fait essentiel, c'est la volonté d'union affirmée de l'extrême-droite à l'extrême-gauche. La seule force qui eût pu s'y opposer, celle du prolétariat, s'est inclinée devant la nécessité ou ce qu'on présente comme telle. Loin de boudier la formation nouvelle, les partis de gauche semblent même la réclamer avec plus d'insistance que ceux de droite. Singulier paradoxe, on l'avouera, et qui ne s'expliquerait pas si l'on ne discernait ici et là des arrière-pensées redoutables.

L'union nationale ne prend son sens que si l'on définit ses buts. Par elle-même, elle est sans aucune signification et l'on peut même dire que chacun y répugne dans son for intérieur et en sent l'équivoque. On la réalise à son corps défendant et pour atteindre certains objectifs, qui ne sont pas nécessairement communs.

Même lorsque les moyens le sont. Les ouvriers qui partirent en 1914 n'abandonnaient point leur idéal pacifique et humanitaire ; ils restaient internationalistes à leur façon quand ils prétendaient abolir le militarisme prussien. Mais leurs maîtres avaient d'autres visées et alors même qu'ils adoptaient, pour les besoins de la cause, le même jargon idéologique, ils songeaient à la rive gauche du Rhin, aux colonies allemandes, aux profits impérialistes que leur cupidité supputait.

On peut prédire le même sort à l'Union sacrée qui se réaliserait demain. Ce serait le même jeu de dupes. La seule différence est dans la complicité apportée par l'existence du parti communiste. Le rôle de ce dernier est difficile. D'une part, et depuis la célèbre déclaration de Staline, il doit appuyer l'impérialisme français, mais, d'autre part, ce concours ne saurait être que conditionnel. Avant tout, il s'agit de soutenir la politique extérieure de l'Etat Russe et, en particulier, sa politique allemande. D'où les limites de sa collaboration essentiellement occasionnelle.

La position des partis de droite n'est évidemment pas la même. Les destinées de la Russie les laissent parfaitement insensibles. Par contre, ils seraient heureux de pouvoir compter, le cas échéant, et en dépit de ce qu'une telle collaboration peut avoir d'aléatoire, sur les avions, les tanks et les canons russes. Contre qui ? Contre l'Allemagne évidemment, puisque l'Allemagne demeure, en dépit des traités, l'ennemi héréditaire et principal. Cette communauté d'ennemi peut évidemment devenir le ciment de la nouvelle alliance. Elle ne dispense pas des méfiances réciproques. C'est l'éternelle histoire de Bertrand et de Raton. Qui mangera les marions ? La droite voudrait pouvoir bénéficier du crédit que possèdent — c'est incontestable — les communistes auprès des masses ouvrières, sans payer trop cher cet appui indispensable.

Or, le prix qu'en exige Thorez, nous voulons dire Staline, paraît exorbitant. Il ne s'agit pas de rien de moins que d'intervenir militairement en Espagne et de garantir, même sans l'appui de l'Angleterre, l'intégrité de la Tchécoslovaquie contre une agression allemande. Tel est le marché. Il s'accompagne de considérations sentimentales dont on peut bien dire qu'elles n'ont rien à voir en l'air. Ce ne sont pas les enfants et les femmes de Barcelone, lâchement assassinés par Franco, ce ne sont pas les institutions démocratiques tchéco-slovaques qui sont ici déterminantes. La politique de Staline, moins que toute autre, ne se règle pas sur de pareils entraînements petits-bourgeois. Ce qui importe en l'occurrence, c'est de faire échec aux impérialismes italien et allemand. Les droites le comprennent fort bien et voilà pourquoi M. Marcel Déat, dans la République, interprétant leur pensée, montre les difficultés de constituer un ministère d'Union Nationale avec participation communiste.

Mais ces difficultés — M. Marcel Déat parle même d'impossibilités — ne sauraient tenir longtemps devant les exigences de « l'Opinion publique » de plus en plus impatiente de voir se réaliser l'union sacrée. « Qu'attend-on pour faire l'Union sacrée ? » demande le Petit Parisien dans un vibrant appel de son rédacteur en chef. Tous les journaux sont à la même température. On peut prévoir le moment où tout barrage de bon sens sera emporté.

A moins que... A moins que la classe ouvrière ne se ressaisisse in extremis. Le symptôme rassurant est évidemment qu'elle n'abandonne point tout son programme revendicatif, qu'elle défende ce qu'il lui reste des maigres conquêtes de juin, qu'elle se montre rétive lorsqu'on veut la persuader qu'elle doit consentir à travailler plus et à gagner moins au bénéfice de la défense nationale. Ce sentiment de classe qui ne s'abandonne point tout à fait, ce reste de lucidité, c'est en eux que nous mettons tout notre espoir. Il nous appartient à tous de le préserver contre les entraînements mortels du nationalisme. Aussi longtemps que les travailleurs comprendront, en dépit de la phraséologie des meetings, que leur ennemi, c'est d'abord leur maître, tout ne sera pas perdu.

LASHORTES.

POUR NOTRE ORGANE D'USINE

Réunion de tous les camarades anarchistes le samedi 26 mars, à 3 heures précises, au « Libertaire ». Présence indispensable des camarades de la métallurgie, des transports et du bâtiment.

R. C.

Jeunesse Anarchiste Communiste

Mourir pour la patrie !

Les derniers événements de politique internationale ont donné l'occasion à nos patriotes de toutes tendances de déclarer la France « en danger ».

Tous les moyens leur sont bons : journaux, affiches, meetings. Ils ne laissent échapper aucun moyen de publicité pour défendre la cause nationale.

C'est Doriot qui est pour l'union nationale antimarxiste, plus loin c'est Jean Charles Legendre, l'autorité s'étant instituée chef du Front de la Jeunesse, demande l'union nationale sans juifs.

Les organisations presqu'aussi fantômes font entendre des mots un cri d'angoisse : l'Action française « déteste sans détour la patrie en danger, la confédération générale ouvrière cherche et propose un sauveur : Pétain, le militaire Pétain, afin que tout le monde soit mis au pas ».

Les patriotes moins farouches n'en sont pas pour cela silencieux : les démocrates populaires veulent l'union nationale. D'autres organisations aussi fausement populaires et aussi fausement démocrates réclament pareillement l'union nationale, mais sur des tons différents.

Les communistes français n'échappent pas à l'entente des mots un cri d'angoisse : l'inter-nationalisme marxiste « de la S.F.I.O. qui, par l'organe de leur chef, semblent vouloir sauver la situation en proposant « l'union sacrée pour le maintien de la paix ».

Dans tous ces appels à l'union entre Français nous constatons des désaccords flagrants : Doriot ne veut pas s'allier aux marxistes comme aux derniers ennemis pas aussi vaillants que les soldats qui se nervalent l'ancien avocat J. C. Legendre refuse quant à lui l'union avec les juifs qui, pourtant, habillés de l'uniforme bleu horizon ou kaki, ne déparent pas les collections de soldats bons pour la prochaine dernière.

Tout par hasard, l'union, mais chacun avec ses buts. Donc ces intérêts privés qui comme par hasard, passent avant l'intérêt national, retardant la réalisation de l'union entre Français.

C'est ce qui nous sauve peut-être à moitié. A moitié, en effet : car si chefs et chefs-faillants ne peuvent s'entendre sur le partage du pouvoir, tous les tristes n'en sont pas moins partisans de la défense de la patrie.

Si gauches et droites n'envisagent pas tous les problèmes politiques de la même manière, il est une question qu'ils résolvent tous par la même méthode.

Pour préserver la France des dangers extérieurs, pour défendre l'intégrité de son territoire, pour lui conserver sa dignité et surtout son empire colonial : il faut s'armer, encore s'armer, toujours s'armer.

La-dessus, pas de discussion, les budgets militaires, la caisse autonome de la défense nationale, la réalisation de la trinité défensive : air, flotte, terre, obtiennent tous les suffrages.

Les usines de guerre travaillent nuit et jour, les ouvriers font 48 heures pour commencer, plus si c'est nécessaire. Des patriotes plus réalistes que les autres proposent la construction d'une nouvelle ligne Maginot, comme ça, nous en aurons trois et, ajoutent-ils, cela résorbera le chômage dans le bâtiment.

Pour la défense de la patrie, on trouvera les capitaux nécessaires, car il faudra que tout le monde donne l'exemple, et, ne craignons rien, tout le monde saura le donner !

C'est ainsi qu'un brave lecteur de « Paris-Soir », fonctionnaire de son état, a envoyé à son journal la somme de mille francs pour qu'elle aille rejoindre l'argent déjà existant dans la caisse autonome de la défense nationale. Nul doute que cet exemple ne soit suivi !

Donc la nation est moralement et matériellement soutenue. Ici par des encouragements de toutes sortes, la par des moyens pécuniaires, ce qui certes, est encore moins à dédaigner.

Tout cela, n'est cependant pas suffisant. Demain, si le besoin s'en fait sentir, ce n'est pas seulement des encouragements et du matériel qu'il faudra, mais encore des individus prêts à se sacrifier pour la France.

Les jeunes soldats devront se répéter :

« Mourir pour la Patrie »

Est le sort le plus beau, le plus digne d'envie. Ils seront ainsi persuadés que la mort pour eux est, plus belle que pour le pauvre général qui à l'âge quatre-vingt-dix ans, par exemple, meurt dans son lit.

Il faut malheureusement constater que les jeunes ouvriers, comme les jeunes bourgeois, sont nettement persuadés qu'ils vont se faire pour une juste cause. La patrie, la France, la nation, c'est sacré, il ne faut pas y toucher. Il suffira donc d'un mot d'ordre commun pour que demain, la fleur au fusil, aux cris de « Vive la France » les travailleurs se jettent corps et âme dans la bagarre des démocraties contre le ou les fascistes.

Pourtant, tous ces exaltés sont incapables de nous expliquer ce qu'est la patrie : quelle fièvre particulière peuvent-ils avoir d'être des acrobates de la patrie ? Ce côté-ci ou de l'autre côté des frontières artificielles qui nous séparent des autres peuples ?

Quel est le jeune travailleur qui oserait prétendre qu'il est plus intelligent qu'un ouvrier allemand ou italien parce que français ? Nos asiles d'aliénés contiennent-ils moins de pensionnaires que les asiles allemands.

Possédons-nous moins de fous en liberté, en commençant par tous les apprentis dictateurs, que nos voisins d'Outre-Rhin ? Après tout, ils n'ont qu'un Hitler, tandis que nous avons Doriot, La Roche, Legendre, Flindin, Daladier, etc., etc.

Mourir pour la France, ce serait donc cela : mourir pour une communauté qui nous rend malheureux, mourir pour un territoire que nous ignorons, mourir pour des chefs qui seront à l'abri du danger.

Non ! La jeunesse ouvrière, les travailleurs, doivent se refuser à cette mort. Si mourir pour la patrie est le seul droit qu'ils ont envers elle, ils n'en veulent pas.

P. SERVANT.

Incidents entre ouvriers et jeunesse chrétienne

Nîmes, 21 mars. — Une bagarre s'est produite dans la commune d'Aimargues à 20 kilomètres de Nîmes, entre un groupe d'ouvriers agricoles et une quarantaine de membres des Jeunesses ouvrières chrétiennes.

Le président de la J. O. C. d'Aimargues, M. Venture, 28 ans, a reçu un coup à la tête et a été transporté dans une clinique de Nîmes.

Tel est le communiqué que nous relevons dans la presse de cette semaine. Il devrait certes se passer de commentaires, mais nous ne pouvons quand même pas laisser sous silence des faits semblables. Les jeunes chrétiens organisés en Jeunesses ouvrières chrétiennes et aussi en Jeunesses agricoles chrétiennes prétendent défendre les intérêts des ouvriers des champs.

Il faut supposer que la J.O.C. emploie des moyens particulièrement bizarres pour soulever « ses frères » ruraux et la réaction des exploités de la campagne montre bien le cas qu'ils font de la solidarité chrétienne.

Un peu de logique

On a, ces derniers jours, par la T.S.F. et la presse, ameuté l'opinion publique au sujet de l'annexion de l'Autriche par Hitler, dans le but surtout, devant le danger hitlerien, de constituer en France un Ministère d'Union nationale, nécessaire pour entraîner le peuple à l'acceptation totale de la guerre antifasciste.

Il ne faudrait pas oublier cependant que l'Autriche, depuis 1919, réclame souvent son rattachement à l'Allemagne, et la première fois, en 19, ce furent les sociaux-démocrates qui le demandèrent.

L'article 88 du Traité de Trianon interdit ce rattachement et, depuis, c'est la S.D.N., le « conseil de brigands impérialistes » de Léningrad, et l'organisme d'exécution des « nations satisfaites » (France-Angleterre) qui empêcha l'Anschluss de se réaliser.

Quand on voit aujourd'hui que ce sont les sociaux-démocrates qui voudraient nous mener à la guerre pour lutter contre ce qu'ils réclament en 1919, qu'on voit ces nations satisfaites qui, par le Traité de Trianon, empêchèrent au quatre vents l'ancienne Autriche-Hongrie, nous réclamer notre part pour défendre l'indépendance de l'Autriche et sa sauvegarde territoriale, on peut se demander où est la logique.

Le Traité de Trianon fit de l'Autriche ce qu'elle est, c'est-à-dire une province de mœurs et de langue allemandes, et le fameux Schusnigg (celui que nos « nacos » empêchèrent de débarquer en 1935 à Paris, et dont ils font en 38 un héros de liberté), dans les discours en faveur du plébiscite qu'il avait annoncé, disait toujours : « Pour une Autriche libre, chrétienne et allemande ! ».

Nos bons patriotes français auraient voulu que les Autrichiens se battent pour conserver Schusnigg, fasciste chrétien, à leur tête, contre Hitler, fasciste païen. Le jeu n'en valait pas la chandelle, et ils n'avaient plus de libertés à défendre. Ils furent la Commune de Vienne de 1931, ou Dollfuss, lui aussi, fasciste chrétien, massacra les ouvriers du Schutzbund, retirant à la classe ouvrière toute possibilité d'organisation et de libération.

Notre prolétariat, à cette époque, n'avait que très peu réagi, et il est permis de se demander s'il n'est capable d'action que lorsqu'il faut défendre les intérêts de ses maîtres, sous la houlette de ses mauvais bergers de gauche, car c'est bien de ça qu'il s'agit.

Nous savons bien que des ouvriers seront persécutés, chassés d'Autriche, mais la guerre n'aurait-elle pas été plus terrible pour ces mêmes ouvriers qui auraient été sûrement fusillés pour leur résistance à cette guerre, et la presse, trop bien orchestrée, ferait mieux de nous expliquer le vrai motif de tout ce bruit : c'est-à-dire que les 400 millions d'emprunt, entre autres, consentis par la France à l'Autriche, en 1933, risquent fort d'être non-recevables. Cet emprunt étant garanti par l'Etat, les banquiers qui ont avancé les 400 millions seront remboursés par lui, c'est-à-dire par nous, et n'y perdront rien si le client n'est plus solvable.

C'est une image de la lutte « démocratique » contre le fascisme !

SEHER.

Les propriétaires défendent leurs privilèges

L'argent volé aux locataires

Nous avons donné dans les articles précédents les chiffres totaux, au minimum, que la Chambre Syndicale des Propriétaires d'Immeubles, à Paris reconnaît avoir imposés dès la guerre, aux locataires de locaux d'habitation.

Ces chiffres, qui ne s'appliquent que pour Paris, sont représentés dans le Bulletin de la Statistique générale de la France par l'indice 375.

Le même Bulletin indique pour Marseille l'indice 598 et pour Bordeaux l'indice 564, c'est-à-dire sur la base de 100 francs de loyer en 1914.

Les Parisiens paient 275 francs de plus et les Marseillais 498 fr., et les Bordelais 464. Rien qu'avec ces indications officielles, on peut estimer que, pour toute la France, les propriétaires se sont enrichis de près de 100 milliards, sinon plus, en 24 ans, et qu'ils continuent, grâce à la complicité, à la connivence, à la collusion par intérêt personnel, des sénateurs et députés qui soutiennent les gouvernements bourgeois, y compris ceux de front dit populaire.

C'est très joli d'établir, avec leurs chiffres, que les « proprios » ont pris aux locataires, d'abord quelques milliards, puis, étant trouvés absous par des lois mal faites, continuent leurs exactions et en sont arrivés à prendre aux locataires une centaine de milliards. Mais où est cet argent ? Une centaine de milliards de super-loyers, encaissés dans toute la France par les propriétaires sur le dos des locataires, représentent, en 24 ans, 4 à 5 milliards par an. Dès le début de la guerre, les propriétaires, ignorant comment la guerre se terminerait, en victoire ou en défaite, s'ingénierent à se procurer de l'or, des devises étrangères : livres et surtout dollars.

Ils font cela, individuellement, sans le dire, en tapinois, mais comme un propriétaire connaît toujours d'autres propriétaires, ce fut le petit secret que l'on se transmet en douce et qui fait tache d'huile.

Ici, nous arrivons au change. Cette question est très complexe, et si nous devions la traiter sous toutes ses faces, il y aurait un volume à faire, et nous n'avons pas la place.

Nous allons donc, puisque notre but est d'instruire nos camarades, donner la synthèse des changes.

Tout d'abord, il faut nous mettre d'accord sur le mot. Change veut dire deux choses : la première, l'opération ; la deuxième, la différence qu'a donnée l'opération.

Le change s'opère sur des traites, des chèques, des versements, des billets de banque, des pièces de monnaie, des coupons, des titres, des marchandises, tout ce qui est mobilier. Les opérations de change sont tellement nombreuses et variées qu'elles donnent lieu à une profession de spécialistes appelés cambistes ou courtiers de change, hommes qui se consacrent aux combines, c'est le cas de le dire, sur toutes les valeurs et sont les guides des gros capitalistes, qui, en général, sont des ignorants.

L'opération consiste donc, en ce qui nous concerne, nous, Français, à payer, avec la monnaie française, des billets de change ou des chèques en francs, une valeur ou monnaie étrangère.

La différence de valeur, entre ces deux monnaies, s'appelle change.

Dans les opérations de change, une seule est obligatoire, c'est celle sur les marchandises achetées à l'étranger, fabriquées ou de matières premières, ou de défense nationale.

Toutes les autres opérations sont de l'agiotage, c'est-à-dire opérations de mauvais aloi et de spéculation.

On ne peut pas agioter sans faire du change, tandis que l'on peut faire du change sans agioter.

Le change est basé sur la valeur-or des billets, c'est ainsi que l'encaisse-or de la Banque de France étant en 1933 de 80 milliards pour 83 milliards de billets en circulation, le billet de 100 francs valait presque 100 francs, soit exactement 96 fr. 40.

Aujourd'hui, l'encaisse-or de ladite Banque étant de 55 milliards pour 90 milliards de billets en circulation, le billet de 100 francs ne vaut que 61 fr. 50.

Mais pour qu'il ces billets de 100 francs ne valent-ils plus que 61 fr. 50 aujourd'hui ?

Pour ceux qui font du change, et qui sont : 1° Les industriels, commerçants, achetant à l'étranger des marchandises, des matières premières, plus l'Etat, pour la Défense nationale.

2° Les capitalistes, les banquiers faisant de l'agiotage et de la spéculation.

3° Ceux qui exportent des capitaux et qui emploient des moyens multiples et divers, dont nous ne pouvons, faute de place, donner que quelques exemples. D'abord l'achat de lingots d'or, de devises, les transporter à Londres ou ailleurs, se faire ouvrir un compte dans une banque étrangère, y adresser des chèques en francs, même sur une banque française.

Porter à une banque étrangère des titres, ou se faire ouvrir un compte de dépôt, faire vendre les titres, avoir un carnet de chèques en livres ou dollars, pour pouvoir vendre en France des livres et des dollars.

Faire virer de leurs comptes en France des sommes à leurs comptes à l'étranger, donner à ces banques étrangères l'ordre d'acheter des titres étrangers, en mettre les coupons au crédit de leur compte et avoir ainsi des capitaux et des rentes qui échappent au fisc français, en avoir la libre disposition à l'aide d'un carnet de chèques, ou aller sur place, comme un touriste.

Les propriétaires font partie de cette catégorie.

4° Les exportateurs, qui donnent des ordres à leurs clients étrangers pour que ceux-ci versent ce qu'ils leur doivent à un compte dans une banque étrangère et se constituent ainsi un avoir à l'étranger.

LE TERRIEN.

(A suivre.)

(Voir « Libertaire », 6, 13, 20 janvier, 24 février et 3 mars).

PARIS-BANLIEUE

PARIS-5^e

Vendredi soir eut lieu dans le 5^e arrondissement une grande manifestation communiste. Ils étaient au plus 150 pour réclamer l'ouverture de la frontière d'Espagne, la retraite des vieux, l'augmentation de l'indemnité de chômage. Pas un mot pour le « boulot » ; toujours les mêmes arguments, alors qu'ils sont incapables de rien proposer. Mais comme leur bravoure est toujours à toute épreuve, cette grande manifestation était suivie d'une ou deux équipes de colleurs d'affiches qui, profitant de la circonstance, arrachaient celles de notre meeting. Il y a assez longtemps que cela dure, nous vous prévenons, messieurs les nacos, qu'il faut que cette comédie cesse, ou nous servirons de tous les moyens dont nous disposons, y compris la chaussette à clous.

PARIS-20^e

Le Front populaire est le... pain ?

Hier, un scandale eut lieu au 23, rue des Lyanes. Il s'agissait du ménage Bonnet, celui-ci était menacé d'expulsion. Les camarades chômeurs du 20^e furent prévenus et descendirent en bloc pour empêcher l'expulsion. Lorsque nous pénétrâmes dans le logement des époux Bonnet, nous vîmes un véritable paradis, la porte d'entrée ne fermait pas, le plancher était défoncé, les murs étaient dégradés, du plafond, l'eau suintait chaque fois que le locataire du dessus lavait son plancher ; les v.-c. et une manche d'égoût accolés au mur du logement dégageaient une odeur infecte. A noter que les époux Bonnet ont déjà prévenu les saibrités et que le logement est reconnu malsain. Deux pièces de 3 m. 50 sur 3 m. 50 où vivent en commun 5 personnes. Deux de leurs enfants sont morts ; un bambin de neuf mois et une fille de deux mois. Est-il possible qu'en ce siècle de soldatisme progressif un spectacle aussi répugnant puisse exister ? Quand donc l'ouvrier comprendra-t-il ? Raoul.

CARRIERESUR-SEINE

FETE DU S. U. B.

Nombres gagnants de la loterie

2859 1474 1342 525 1432 42 620 403 2860 2866 1888 2811 727 1486 751 1927 1128 2212 2046 2744 1061 1558 2942 2051 2623 2154 126 2813 2753 579 361

CHAMPIGNY

Vendredi 11 mars, le groupe libertaire organisait une réunion publique. L'audience avait répondu à son appel malgré le lachage des affiches par les nacos et par M. l'abbé de la Cité. Nous engageons d'ailleurs charitablement ce dernier à se tenir tranquille.

Réunion intéressante par son calme et sa dignité, chacun pouvant développer sa pensée en toute liberté. Ceci changeant du spectacle auquel il avait été donné d'assister lors des réunions tenues par les « nacos partis ». Un camarade posa une question relative à la position des anarchistes en face de la guerre qui vient. La soirée étant avancée, il lui fut répondu succinctement. Aussi les copains du groupe se proposèrent-ils de se réunir à nouveau le dimanche 27 mars, à 9 heures, salle Ferré, 5, rue de Villiers, afin de s'en expliquer plus longuement, et inviter tous ceux que la question intéresse, et plus particulièrement les camarades anarchistes, syndicalistes et pacifistes de toutes nuances à venir prendre part à ce débat.

LES LILAS V.A. ET J.A.C.

Réunion mercredi 30 mars, à 21 heures précises, 10, rue de la République.

ONLY

Une municipalité rouge très croyante par la main tendue

Les terrassiers ayant voulu faire quelques objections ils ont été priés de se tenir tranquilles, la commune ayant d'autres travaux plus urgents à leur faire exécuter d'ici peu. Bien pensés, on peut dire que cela n'existe pas.

Si le Conseil municipal ne respecte pas les contrats, ou a perdu la mémoire, l'on pourrait, lui lui rafraîchir.

On les résultats d'une politique spéciale Il fut un temps où les nacos n'étaient pas bons, même à mettre sous les pieds de nos nacos avaient juré de les exterminer tous pour être d'accord avec les paroles de Lénine « la religion, c'est l'opium du peuple et le cancer de l'humanité ». Mais les temps ont changé et il est soi-disant de bonne politique de faire venir les nacos au parti, pour l'union sacrée (du sabre et du goupillon).

A Only, on n'a trouvé rien de mieux que de donner le Gymnase aux Jostistes. Quelle drôle de contradiction, une croix sur la scène et des drapeaux rouges dans la salle. Ou est le temps où M. l'abbé Thorez, il y a deux ans refusait aux F.O.C., et au nom du parti, toutes les salles aux curés.

Mais il ne faut pas se tromper, les communistes ne sont plus à une bassesse près, après la bibliothèque pour le repas de Noël aux Jostistes, le Gymnase pour les mêmes. Nous verrons bien, événements présents. — Pour le groupe : Lavaur.

STAINS

Gros émoi ces jours derniers dans notre localité, qui n'est cependant pas à un scandale près. M. Driot, le secrétaire de la Section socialiste est passé au P.P.F., avec Doriot. C'est là une des multiples conversions exploitées, cela va de soi, par les nacos.

Le mal n'est pas grave, camarades socialistes, puisque nous savions qu'il n'avait plus sa Section derrière lui ; au contraire, il vous débarrasse.

Pour ce qui des nacos, le nombre des corruptibles et des corrompus est beaucoup plus grand encore chez eux.

Nous, les libertaires de Stains, nous ne sommes point surpris, au contraire. Et nous disons à nos amis socialistes que tant qu'il y aura des politiciens et des arrivistes, il y aura des individus à vendre, donc à acheter, et tant que les individus remettront leurs pouvoirs entre les mains de ces politiciens — quels qu'ils soient — il y aura danger d'être trahis.

Ce sont surtout ces raisons qui nous séparent et nous ne nous contentons pas de dire : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », mais nous voulons autant que cela nous est possible, le mettre en pratique.

Si les travailleurs de ce pays n'avaient compté que sur eux-mêmes en juin 1936, au lieu de remettre leurs pouvoirs aux marionnettes du Front populaire, les Doriot et autres seraient dans l'impossibilité de recruter parmi les mécontents ou les gourmands. — Le Groupe libertaire.

VOIX DE PROVINCE

ALES

Dans notre localité, 40 « Libertaire » sont vendus toutes les semaines. En supposant que 10 numéros soient achetés par des adversaires, il reste environ 30 lecteurs qui sont des nacos ou tout au moins des sympathisants. Nous leur demandons d'assister aux réunions de notre groupe. Les événements présents nécessitent notre union et notre action.

Un pressant appel est fait à tous les camarades libertaires et sympathisants pour qu'ils assistent à la réunion générale du vendredi premier avril, à 21 heures, 41, rue Fabrice, où nous discuterons des moyens de lutte appropriés aux événements présents. — Pour le groupe, Lavaur.

AMIENS

La carence du régime actuel

Léa Lucien, instituteur de l'Ecole laïque de garçons du quartier de Châteaudun, vient de mourir à l'âge de 23 ans. Depuis de nombreuses années il était malheureusement tuberculeux.

Membre du Syndicat des Instituteurs, C.G.T., il s'était affirmé fervent laïque et en juin 1935, il faisait une conférence sur Victor-Hugo, à la Bourse du Travail d'Amiens, sous les auspices de l'Union locale des syndicats confédérés.

Néanmoins, les obsèques religieuses ont eu lieu samedi 19 mars, en l'église Jeanne-d'Arc, sa paroisse. Des 11 heures, un défilé grotesque composé d'un suisse, de 7 enfants de chœur, de 7 chœurs et curés, suivis des élèves de sa classe, des membres de la famille et de la fine fleur du corps enseignant, se rendit de la maison mortuaire à l'église, qui était, en la circonstance pavée et ornée.

Jusqu'à présent, nous n'avons jamais vu un instituteur d'une école libre être enterré civilement, alors que nous assistons très souvent à des obsèques religieuses d'instituteurs de la laïcité.

L'argent que verse le régime actuel dit laïque sert donc à alimenter les organisations cléricales et les partisans du Front populaire osent encore appeler la France : République laïque, démocratique et sociale. — Ch. Legry.

DIJON

Aux Anarchistes Aux Anti-Militaristes Aux Révolutionnaires.

« L'Eveil Anarchiste » organise pour les premiers jours d'avril, une assemblée qui étudiera la question antimilitariste et d'où sortira une lutte d'ensemble de tous les groupes contre la guerre. L'idée est lancée : que tous les groupes ennemis qui osent l'instant venu se mettent en relation avec nous et décident.

A Besançon, un beau et jeune groupe a déjà répondu présent, de nombreuses individualités sont venues nous rejoindre pour organiser la lutte qui se prépare.

Que tous les groupes, les isolés répondent ; nous sommes de ceux qui ne cèdent pas, prouvons-le.

Toutes les semaines, le groupe organise des causeries contradictoires. — Mathis.

MARSEILLE

Dimanche 27 mars 1938, à 14 heures dans les Salons Saint-Jacques

4, r. St-Jacques (à la hauteur du 124, r. de Rome)

Grande matinée artistique au profit des Petits Orphelins d'Espagne

(Le bénéfice sera remis intégralement au Comité pour la défense des orphelins espagnols à Paris).

Première partie

1. Sextuor classique ; 2. Fil Grand, chanteur fantaisiste ; 3. Jeannine Dax, diseuse fantaisiste ; 4. La Petite Nine, prodige ; 5. Ray-Ber, ténor ; 6. Antra Zield, violoncelliste ; 7. Dranch, prestidigitateur-illusionniste ; 8. RILDE, l'énigmatique, dans ses transformations ; 9. Allocution par le camarade Lobry ; 10. Piano. Airs du Folklore Espagnol.

Deuxième partie

1. Sextuor classique ; 2. Blittis Gund, déclamation ; 3. Jan Irving, mandoliniste ; 4. Bolek, danses russes et polonaises ; 5. Madeleine Rey, essais de danses ; 6. Brunel, fin diseur ; 7. Rosita MARTINEZ, la délicieuse chanteuse franco-espagnole ; 8. « L'OURS », comédie en 1 acte de Tchekhoff interprétée par le groupe théâtral de Solles-Pont ; 9. Choral du groupe artistique de Solles-Pont ; 10. Piano. Airs du Folklore Espagnol.

Entrée : 7 fr. Enfants : 4 fr.

C'est par erreur qu'il a été annoncé dans le « Libertaire » de la semaine passée, qu'une tournée de conférences sur le sujet « Le Statut moderne du Travail » devait avoir lieu dans les quartiers de la ville.

Cette tournée de propagande étant en préparation, elle aura lieu incessamment.

Samedi 26 mars, à 17 heures précises, à notre siège, 40, rue Longue-des-Capucins (Brasserie), notre ami Théodore Jean, poète, fera une conférence publique et contradictoire sur ce sujet.

LA SITUATION INTERNATIONALE VUE PAR LES ANARCHISTES

Entrée libre. Les sympathisants sont particulièrement invités. Bibliothèque à la disposition des membres. Le Groupe reçoit les commandes de librairie, abonnements au « Libertaire », etc., à l'issue des réunions et conférences, et se réunira tous les jeudis à 18 heures. — Le Groupe. (40, rue Longue-des-Capucins).

MARSEILLE-SAINT-ANTOINE

Les camarades de Marseille sont avisés que le Comité Fancella se réunira dimanche 27 mars, à 9 heures du matin, Bar du Petit Poucet. Tous ceux qui possèdent argent ou cartes en faveur de notre camarade, sont priés d'être présents. — Le Secrétaire du Comité : Brun.

COMPANS

Compans, petit village près de Mitry à une municipalité communiste. En décembre 1937 et janvier 1938, la municipalité a occupé les chômeurs à des travaux de terrassement, d'urbanisme, etc.

Un chômeur, père de trois enfants, touche en période de chômage 21 fr. 50 par jour. Pour les divers travaux exécutés en régie municipale : terrassement, coupe de bois, etc., ces chômeurs ont été payés 30 fr. par jour, pas un lard de plus. Le tarif syndical pour la terrasse et autres travaux similaires est de 8 fr. 45 de l'heure, ce qui représente la somme de 67 fr. 60 par jour. A ce compte là, 37 fr. 60 vont dans la poche de l'exploiteur qui est, ici, la commune.

SAINT-ETIENNE

Les camarades anarchistes de Saint-Etienne et de Terrenoire, après un échange de vues sur la situation internationale, considèrent que la tension actuelle est due à la politique suivie par les pays capitalistes depuis 1918 et que les causes résident dans le Traité de paix de Versailles.

Considérant que ces faits ne peuvent être imputables à la classe ouvrière et qu'en aucun cas le principe d'une guerre ne saurait être accepté par le prolétariat ;

Préconisent, en cas de conflagration, la grève

REUNION/ ET CONFERENCE/ DE LA SEMAINE

Villeparisis VENDREDI 25

à 21 h., salle de l'Oasis, place du Marché POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Gourdin, Douteau.

Paris XVIII^e Salle Trétaigne, à 20 h. 30

POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Oriol, Goudry, Patorni.

Paris XIII^e Salle de l'Eclair 6, avenue d'Italie, à 20 h. 30

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Frémont, Barzangette, Vintrigier.

L'Hay les Roses Maison Commune, 19, rue de Villejuif, à 20 h. 30

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Pedron, Raoul, Montel, Servant.

Paris XIX^e MARDI 29

A 21 h. Salle Quelleneq, 70, rue de Flandre Causerie éducative ouverte aux sympathisants LA PATRIE, LA RELIGION ET LA PROPRIETE

Orateur : Patorni.

Paris V^e et VI^e MERCREDI 30

A 21 h., Salle de l'Eglantine, 45, rue Mouffetard, 45. LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Barzangette, Raoul, Frémont.

Paris XIV^e JEUDI 31

Café de l'Autobus, 77, rue de la Voie-Verte, 77. LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Frémont, Barzangette, Berger.

Suresnes Salle des Fêtes des Cités-Jardins, à 20 h. 30

POURQUOI NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Douteau, Goudry.

Colombes Chalet du Cycle Boulevard Valmy

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Barzangette, Norel, Pato, Frémont.

Bicêtre VENDREDI 1^{er} avr.

A 20 h. 30, Mairie de Bicêtre, Salle du bas LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Barzangette, Patorni, Frémont.

Paris III^e et IV^e Salle des Jeunesses Républicaines, 10, rue Dupetit-Thouars, 10

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Goudry, Pedron, Hainer.

Jean MARESTAN

L'ÉDUCATION SEXUELLE

Edition revue, augmentée de chapitres nouveaux

En vente au Libertaire : 15 fr.

Franco : 16 fr. 50

générale et l'insurrection contre le régime capitaliste, seul responsable de la crise présente.

Le Bureau se prononce contre « l'Union sacrée » et met en garde le prolétariat contre une telle formule, contraire aux intérêts des exploités.

Pour le Bureau, Le Secrétaire : Raffard.

je m'abonne au "libertaire"

Pour SIX MOIS, UN AN (1), dont je vous envoie le montant, soit francs, à partir du

FRANCE 52 Nos .. 28 fr. 20 Nos .. 14 fr. ETRANGER 52 Nos .. 36 fr. 20 Nos .. 18 fr.

Chèque postal : Scheck André, Paris 487-78, rue de Bondy, 9, Botzaris 68-27

(1) Biffer la mention inutile. (2) Ecrire lisiblement.

NOM (2) ADRESSE VILLE DEPARTEMENT

LA VIE DE L'U. A.

Un certain Comité de Secours a envoyé dans les groupes de l'Union anarchiste des listes de souscription. Tout en s'élevant contre ce procédé dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'il manque de correction, la C. A. rappelle aux groupes la décision qui fut prise à la presque unanimité à notre dernier congrès pour la formation de la S. I. A., au moment où plus que jamais l'aide à nos camarades espagnols doit s'exercer, nous demandons à tous nos militants de ne pas disperser leurs efforts, de renvoyer des listes de souscriptions purement et simplement et de porter toute leur activité pour la S. I. A. pour le LIBERTAIRE et l'Union Anarchiste.

LA C. A. DE L'UNION ANARCHISTE.

COMMISSION ADMINISTRATIVE. — Lundi 28 mars, à 20 h. 30, local habituel.

FEDERATION PARISIENNE. — Tous les secrétaires de groupes doivent être présents samedi 26 mars à 15 heures, au local du « Libertaire ».

III^e et IV^e ARR. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, à l'Homme Armé, 41, rue des Archives.

V^e et VI^e ARR. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, 45, rue Montebello, 2 et l'Eclair.

XI^e et XII^e ARR. — Tous les premiers jeudis du mois, 6, rue St-Bernard, les autres jeudis au local.

XIII^e ARR. — Tous les mardis, à 20 h. 30, 23, rue Esquieu, au local. Permanence tous les dimanches matin.

XIV^e ARR. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, café Bignier, Porte de Vanves.

XV^e ARR. — Tous les vendredis à 21 h. au Claret, 140, avenue Emile-Zola.

XVI^e ARR. BOULOGNE-BILLANCOURT. — Tous les mardis à 20 h. 30, chez Cuvillier, 50, av. des Moulins, à Billancourt.

XVII^e ARR. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, rue des Batignolles, 14.

XVIII^e ARR. — Tous les 1^{er} et 3^e mercredis, salle des Sans-Souci, 100, rue Ordener, Les 2^e et 4^e mercredis salle du Petit Trou, 83, rue de la Chapelle.

XIX^e ARR. — Tous les mardis, à 21 heures, salle Quelleneq, 70, rue de Flandre.

XI^e et XII^e ARR. — Tous les jeudis à 20 h. 30 chez Duand, 51, rue des Amandiers.

ANTONY. — Tous les 1^{er} jeudi de chaque mois, à 20 h. 30, chez Camille, av. d'Orléans. Présence obligatoire ; organisation de deux conférences en accord avec le groupe du 14^e arr.

ASNIERES. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, au 201, rue du Ménil.

AUBERVILLIERS. — Vendredi 1^{er} avril, à 20 h. 30, 16, rue du Vieux, causerie par le camarade Rile. Tous les anarchistes face à la guerre.

AULNAY-SOUS-BOIS. — Tous les vendredis à 20 h. 30, Chalet des Roses, 64, avenue du Clocher.

BAGNOLET. — Tous les vendredis, au siège, 43, rue Roche, à 20 h. 30. Permanence le dimanche, de 10 à 12 heures.

BLANC-MESNIL. — Tous les samedis, à 20 h. 30, 18, rue Auguste, 11, avenue des Lilas.

BONDY. — Tous les 1^{er} et 3^e vendredis du mois, 1, rue de la Régale.

CHAMPIGNY. — Dimanche 27 mars, à 9 h. du matin, causerie par un camarade. Contre la guerre qui vient, salle Ferré, 5, rue de Villiers.

CANTON DE CHARENTON. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, chez Moureaux, 37, rue des Camélias, à Afortville.

CHARENTON-LE-PONT. — Tous les samedis matin, de 10 à 11 h., chez Navoizat, 22, rue Jean-Jaures.

CLAMART. — Le « Libertaire » est en vente au Café Gouberte, 41, avenue du Bois-de-Boulogne.

CLICHY. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, salle de la S. I. A., salle municipale, 155, rue Henri-Barbusse.

COLOMBES. — Permanence au Groupe d'Etudes Sociales, 5, av. Kreischer (rue de la Reine-Henriette).

COURBOVOIS-LE-RENE. — Tous les vendredis à 20 h. 30, chez François, 7, av. Marceau, à Courbovois.

COURMAYEUR. — Tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois. Local habituel.

FERTÉ-SOUS-JOUARRE. — Tous les premiers dimanches au local habituel.

GOUSVILLE. — Tous les premiers samedis de chaque mois, 27, rue de l'Emile.

ISSY-LES-MOULINEAUX. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, chez Nicole, 104, av. de Verdun, Vento du « Libertaire » tous les jeudis et vendredis au Métro Mairie d'Issy.

IVRY. — Tous les lundis au Lion d'Or, 24 av. de la République, Ivry.

LA COURNEUVE. — Tous les mardis à 20 h. 30, 172, rue Râteau.

L'AY-LES-ROSES. — Permanence tous les dimanches matin, à 10 heures, Maison Commune, 19, rue de Villejuif.

LEVALLOIS-PERRET. — Tous les jeudis à 20 h. 30, café Giroux, rue Chevalier.

LIVRY-GARGAN. — Tous les premiers vendredis, à 20 h. 30, au siège, allée Montgolfier, à Gargan. Réservé aux sympathisants le 3^e vendredi, à 20 h. 45, salle de réunion de la Mairie de Livry-Gargan.

MONTREUIL-SOUS-BOIS. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, 1^{er} étage.

MONTFERMEIL. — Permanence tous les 2^e et 4^e vendredis du mois, à 20 h. 45, au 153, avenue du Muguet.

NOISY-LE-SEC. — Tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, au café du Siècle, maison Pize, face à la mairie.

NOISY-LE-GRAND. — Pour le groupe, s'adresser à Forcy, chemin des Ploches.

ORLY, VILLENEUVE-LE-ROI. — Tous les dimanches à 9 h. du matin, 107, avenue Villeneuve-le-Roi, à Choisy.

PALAISEAU. — Tous les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, local habituel.

PONTOISE. — Tous les jeudis, à 21 heures chez le Camarade Gâteau, 8, place de la Francerie.

PRE-SAINTE-GENEVIEVE. — Attention, changement de local. Tous les mardis, à 20 h. 30, 26, rue du Pré-Saint-Gervais, coin de la rue des Sept-Arpes.

RUEIL-VEILLY. — Tous les mardis, à 21 h., salle Rouanet, Place des Petits-Champs, à Rueil.

SAINT-OUEN. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, au café, 97, rue de la Chapelle, St-Ouen.

SAVIGNY-SUR-ORCE. — Le « Libertaire » est en vente chez tous les marchands de journaux.

STAINS. — Tous les samedis à 20 h

Les syndicats ouvriers sont disposés à faire des sacrifices pour intensifier la production dans l'industrie de guerre.

(Les journaux.)

A quand la première réunion commune du Comité des Forges et de la C. G. T. ?

Le libéralisme syndicaliste

Un document bien étrange vient d'être pondu par les dirigeants du syndicat le plus important de la région parisienne. Bien qu'il soit paru dans la plupart des journaux nous le mettrons néanmoins sous les yeux des lecteurs de *Lib.* Il en vaut la peine.

Le bureau du syndicat des métaux de la région parisienne, désireux de mettre à exécution, sans retard, les mesures envisagées en vue d'accroître la production destinée à la défense nationale, et soucieux de la défense de la paix, décide de soumettre aux travailleurs de l'aviation les propositions suivantes qu'il adresse au ministère de la défense nationale :

1. Assurer la tranquillité des esprits en signant sans retard la convention collective de l'aviation ;
 2. Déterminer les entreprises qui peuvent immédiatement procéder à des fabrications massives d'avions ;
 3. Compléter les équipes de ces entreprises et, si possible, les doubler, en mutant ou embauchant le personnel nécessaire ;
 4. Passer à ces entreprises des commandes en vue d'assurer une production ininterrompue ;
 5. Prendre sans délai les mesures qui s'imposent pour empêcher le sabotage de la production et mettre toutes les usines en mesure de produire à plein ;
 6. Ces conditions réalisées, les ouvriers de ces entreprises prendront l'engagement de travailler autant qu'il le faudra pour la défense nationale.
- En plus, ils sont prêts à faire gratuitement une heure de travail par jour pour l'armée républicaine espagnole, qui défend la paix et la sécurité de la France.

Voici donc un syndicat puissant. Puissant par

le nombre de ses adhérents et par leur combativité. Puissant parce qu'il est celui vers qui se tournent les regards de toute la classe ouvrière, qui souvent, attend pour décider de son action, que le syndicat des métaux de la R. P. ait défini son attitude.

Ce syndicat, fort de sa puissance personnelle, et de l'ascendant moral qu'il exerce sur beaucoup d'organisations plus faibles, aurait pu imprimer au syndicalisme tout entier une ligne d'action véritablement syndicaliste. Il aurait pu entraîner les masses dans une lutte efficace contre la vie chère, contre l'arbitraire patronal et gouvernemental, contre la guerre qui vient. Il aurait pu lutter pour le peuple espagnol.

Mais pour cela, il aurait fallu que les dirigeants du syndicat des métaux ne soient pas infondés à un pacte politique, dont les chefs n'ont qu'un but : réaliser, (tel que le réclame Déroulède) l'union de la nation française autour du drapeau (tricolore bien entendu).

Et c'est pourquoi nous assistons à ce spectacle quelque peu effarant : DES DIRIGEANTS SYNDICAUX RECLAMANT LA COURSE AUX ARMEMENTS, PRETENDANT QUE POUR EVITER LA GUERRE IL FAUT ARMER JUSQU'A SATURATION, ET DECLARANT QUE LES OUVRIERS SONT PRETS A TRAVAILLER TANT QU'IL LE FAUDRA POUR LA DEFENSE NATIONALE. Inutile de dire qu'on a oublié de consulter les ouvriers, car, lorsqu'on les consulte le son de cloche n'est pas le même.

Mais le plus fort, c'est la proposition « d'une heure de travail par jour pour l'armée républicaine espagnole qui défend la sécurité de la France. » Tout le monde a compris. CETTE PROPOSITION N'EST INSEREE ICI QUE POUR FAIRE ACCEPTER TOUT LE RESTE. Elle est d'abord irréalisable. On ne voit pas très bien le patronat laissant ses usines une heure par jour à la dispo-

sition des ouvriers pour qu'ils puissent fabriquer du matériel pour l'Espagne.

Non seulement, cette proposition est inapplicable matériellement, mais les ouvriers n'en veulent pas dans les termes où elle est conçue. Nous nous refusons à considérer le peuple espagnol luttant contre le fascisme, comme une avant-garde de l'armée française.

La classe ouvrière est prête à faire tous les sacrifices pour les camarades d'Espagne.

Il y a longtemps que nous avons demandé l'aide directe du peuple français, de la classe ouvrière internationale, en faveur du peuple espagnol, de la classe ouvrière d'Espagne.

Nous avons demandé cette aide directe, sans lier notre action à celle des gouvernements. Nous l'avons demandée à la classe ouvrière, aux syndicats, parce que les ouvriers, les syndicats espagnols, luttent contre le fascisme et le capitalisme international. Nous ne sommes jamais préoccupés de savoir si leur action concordait avec la sécurité de la France. Nous nous refusons à participer aux luttes qui vont opposer des nations unies, à d'autres nations unies. Union des nations, union des Français ? Nous avons déjà entendu cela en 1914. Nous savons où cela nous a menés. Mais au moins les dirigeants d'alors avaient attendu — pour trahir la classe ouvrière — que la guerre fut un fait accompli. Maintenant ils prennent les devants. Grâce à eux, les quarante heures ne seront bientôt plus qu'un heureux souvenir. Grâce à eux les usines travaillent pour la guerre (ou la défense nationale) vont travailler à plein pour fabriquer un matériel qu'il faudra bien — un jour ou l'autre — utiliser.

Peut-être ce jour-là, se féliciteront-ils d'être enfin parvenus à résorber le chômage et à donner une retraite sinon aux vieux, du moins aux morts.

GAM.



DANS LES METAUX

L'union nationale s'affirme chaque jour davantage avec la complicité de la C.G.T. ; la lecture de la presse syndicale de chaque jour est édifiante.

Dans *Le Peuple* du 13, nous trouvons une résolution qui, adoptée à l'unanimité de la C.A. de la C.G.T. réclame « un gouvernement de salut public autour du Front Populaire... »

Le Peuple du 15 reproduit un appel pathétique de Jouhaux qui déclare que « La nation doit être rendue consciente du nouveau danger qui se profile pour elle, et faire aboutir le respect du droit et faire pénétrer les principes d'égalité et d'équité dans notre démocratie ».

Un peu plus loin nous apprenons que le bureau de la C.G.T. a été reçu par Blum, Aurélien et Sériol. Après avoir reconnu la nécessité d'accroître la fabrication du matériel de guerre, le bureau confédéral a déclaré que « la classe ouvrière était prête à cet effort dans le respect des droits et des garanties et à la condition qu'il ne s'agisse pas d'un effort unilatéral. »

Dans *Le Peuple* du 16, « répondant à l'appel du gouvernement, les délégués des organisations ouvrières ont affirmé du nouveau leur volonté de contribuer activement à l'organisation de la défense du pays, de son indépendance et de ses libertés. »

Enfin, dans *Le Peuple* du 18, le bureau du syndicat des métaux, désireux de mettre à exécution sans retard les mesures envisagées en vue d'accroître la production destinée à la défense nationale et soucieux de la défense de la paix, décide de soumettre aux travailleurs de l'aviation les propositions suivantes qu'il adresse au ministère de la Défense nationale :

- 1° Assurer la tranquillité des esprits en signant sans retard la convention collective de l'aviation ;
- 2° Déterminer les entreprises qui peuvent immédiatement procéder à des fabrications massives d'avions ;
- 3° Compléter les équipes de ces entreprises, et si possible les doubler en embauchant le personnel nécessaire ;
- 4° Passer à ces entreprises des commandes en vue d'assurer une production ininterrompue ;
- 5° Prendre sans délai les mesures qui s'imposent pour empêcher le sabotage de la production et mettre toutes les usines en mesure de produire à plein ;
- 6° Ces conditions réalisées, les ouvriers de ces entreprises prendront l'engagement de travailler autant qu'il le faudra pour la défense nationale.

En plus, ils sont prêts à faire gratuitement une heure de travail par jour pour l'armée républicaine espagnole qui défend la paix et la sécurité de la France.

Ceci est la preuve indiscutable de la trahison de la C.G.T. Après avoir renié la mission que leur avait confiée les travailleurs, après avoir exigé d'eux toutes les concessions possibles et imaginables afin de ne pas briser le Front Populaire, aujourd'hui elle leur demande de sacrifier les 40 heures pour la défense nationale, demain, comme en 1914, elle leur demandera au nom de la patrie d'aller défendre les intérêts des capitalistes démocrates contre les capitalistes autoritaires.

Et, comme de juste, c'est le plus grand syndicat de France, le syndicat cobaye des métaux de la R. P. qui se charge de l'opération.

Les métaux dont on a si souvent vanté la maturité politique acceptent-ils cet abandon de toute action revendicative pour sauver la patrie ?

Se souviendront-ils que le rôle du syndicalisme est de détruire le régime capitaliste et non pas de chercher des solutions pour le consolider ?

Merlo.

PANHARD ET LEVASSOR

Au délégué de la Section Panhard aux Métaux

Pour ton article sur le journal d'usine du « Grand Parti », « le Pan-Pan », on doit l'avoir fait la promesse d'une place de permanent, que les métaux se proposent de créer (une cinquantaine en ce moment), car pour un responsable et délégué syndical aux métaux, tu pourrais lire un peu toute la presse. Permetts-moi de te dire : « Oui, ton « Pape Thorez » a trahi la classe ouvrière en juin ». Car savoir comment se passe la vie d'un ouvrier, c'est une capitulation, et, malgré que tu le défendes ardemment, Jouhaux, lui, a reconnu qu'en juin il avait protégé le capital. Bien avant juin, les syndicalistes qui défendaient sans bruit, mais avec une main sur la conscience, sans ordre de personne, mais avec leur éducation révolutionnaire, risquant un petit peu plus que de nos jours. Je pourrais te dire que les affiches qui l'ont fait loucher, c'est nous qui les payons, comme les tracts, malgré que ton ami et délégué qualifié Benetton, ait déclaré, dans une réunion de cellule : voyez ces tracts, c'est le patron qui les a payés. Mais, dans cette réunion, un copain avait justement versé pour la parution de ces tracts ; vois un peu l'effet !

Pour les traîtres d'Espagne, pour le livre commencé avec l'Espagne, lis un peu autre chose que ton binaire « Humanité ». Pour nos camarades d'Espagne, je pourrais te dire que les séides de Staline ont assassiné des hommes qui avaient fui leur pays pour ne pas se plier au fascisme, mais qui n'étaient pas d'accord avec la politique stalinienne. Je pourrais te citer les Berneri.

Maintenant, permets-moi de te dire quelque chose qui est syndicaliste, et non rampant politicien, toi et tes séides, il faut être intègre en matière d'embauche. Les frères, beaux-frères, beau-père, cousin, copain du copain, mais tous affiliés aux cellules d'Ivry ou du voisinage, passent avant des pères de famille qui attendent depuis des mois. Tu finis la narration, par « l'Union du peuple de France ». Ils te gênent, ceux qui clament la vérité, démasquant toutes les combines des politiciens, ceux qui disent aux prolétaires : « groupéz-vous, venez rejoindre les anarchos-syndicalistes. »

Prado.

AUX USINES A TUBES D'AULNOYE (Nord)

Au four à poteau, tout dernièrement, les camarades ont travaillé dans des conditions très pénibles, et même dangereuses. Ils manquaient de place pour travailler librement, pour manier les poteaux pesant près de 600 kgs, à la gueule du four qui chauffe à 1.200 degrés, travail très pénible qui nécessite une certaine force et une santé à toute épreuve. Les hommes approchent avec leurs longues tenailles, à plusieurs reprises, pour retirer les tubes, pour les transformer. Certains camarades ont les mains entourées de chiffons, pour éviter les brûlures. Malgré ce travail de forçat, ils ne sont pas payés comme ils le méritent. MM. les patrons s'en moquent ; ce qui compte pour eux, ce sont les millions de bénéfices. Pour le respect de nos revendications légitimes, il faut nous unir au sein d'un Syndicat combattif, révolutionnaire, capable de défendre nos intérêts vitaux.

REUNION DU COMITE DE DEFENSE ET D'ETUDES SYNDICALISTES

Groupe Hispano-Bruno, Paris-14e

Je ne pense pas que ce soit faire œuvre utile de refaire l'historique de cette réunion, camarades. Tous ceux qui y furent présents se rappellent les faits et les incidents ; je signale seulement pour mémoire l'intimidation employée envers le patron du Café du Va-et-Vient. Cela, camarades communistes, vous ne pouvez le nier. Car, si mes renseignements sont exacts, vous lui avez dit que vous viendriez tout casser si la réunion avait lieu chez lui ; c'est une mesure d'intimidation qui, comme toute, a sa valeur, mais n'est pas faite pour nous effrayer. Ceci dit, passons aux faits. Après avoir dirigé les copains vers notre nouvelle salle, vous avez fait donner la garde ; votre provocation s'est perdue dans le vide ; si vous aviez accepté la contradiction courtoise, vous vous seriez aperçu que vous aviez tout à y gagner. En conséquence, je vous engage : 1° à nous fournir la paix ; 2° si vous le voulez, mais de bonne foi, à engager des controverses sur les problèmes à l'ordre du jour. Je sais, par expérience, que vous ne voudrez pas ! Parce que, toutes les fois qu'il y a assemblée à l'usine, vous vous réunissez en cellule. C'est votre droit, mais acceptez tout de même que nous puissions en faire autant, sans être insultés.

Je suis peut-être un anarcho-syndicaliste, mais j'ai pour moi de venir à la tribune, non pas avec des formules toutes faites, mais avec des arguments que, jusqu'ici, vous n'avez pas pu réfuter ; et le pire, c'est que vous vous contentez de nous salir et de ne rien faire.

Pour terminer, je vous dis que si, le lundi 21, il n'y a pas eu de bagarre, c'est parce que nous n'avons pas manqué de sang-froid. Aussi, je vous conseille la douche, avant de venir saboter nos réunions, qui auront lieu envers et contre tous. — Damiron, organisateur du Comité de Défense et d'Etudes Syndicalistes.

Formation d'un Comité local d'action contre la guerre et l'union sacrée

Réunis à l'appel du Bureau de la section de Clamart de la L.I.C.P., des camarades appartenant à différentes organisations décident de former un « Comité local de lutte contre l'union sacrée et la guerre ».

Ils invitent les camarades qui ne sont pas encore inscrits pour l'adhésion à former dans tout le pays des comités locaux analogues.

D'autre part ils demandent instamment que les organismes centraux de tous les groupements qui se recommandent sérieusement de la résistance à la guerre (L.I.C.P. P.H. — U.A. — G.R. — Nouvel âge etc.) forment un Comité central de lutte contre la guerre et l'union sacrée.

Devant la carence des partis et de la C.G.T., il faut faire trêve des questions de personnes et se dresser tous contre la boucherie par l'organisation d'une propagande massive et coordonnée.

Réunion le samedi 26 mars, à 20 h. 45, salle Portay, place Humbelle, à Clamart.

Formation d'un comité local d'action contre l'union sacrée et la guerre.

Les théoriciens contre le syndicalisme

« Le syndicalisme... n'a été, au total, qu'une pratique sans théorie, dont l'empirisme peut aller de l'insurrection en paroles au trade-unionisme effectif selon les circonstances. » C'est en ces termes dédaigneux qu'un théoricien marxiste dédaignait le syndicalisme, il y a quelques années.

Les marxistes, qui affectent hypocritement de proclamer que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », affirment que leur métier de capter la confiance des ouvriers, ont continué de professer le plus grand mépris pour le syndicalisme. Selon eux, une tare originelle, un vice honteux serait, pour lui, une cause irrémédiable de stérilité : le syndicalisme n'a pas de théorie !

Mais qu'est-ce donc que cette fameuse théorie ?

Poser pareille question, c'est aborder, une fois de plus, le problème de la venue des intellectuels au socialisme.

Chaque année, les universités jettent sur le pavé une foule de diplômés : ingénieurs, avocats, etc., dont la production capitaliste n'a que faire. La Société refusant de leur faire la place privilégiée à laquelle ils s'imaginent que leur « culture » leur donne droit, après par la perspective d'un avenir sans issue, ils se rejettent alors vers le parti révolutionnaire, se promettant bien de faire payer à la classe dirigeante son indifférence et ses dédaigns. Pour se faire admettre des ouvriers, ils s'arrogent indument le qualificatif de « prolétariat intellectuel » et, pour ces déclassés, le socialisme devient une nouvelle et fructueuse carrière.

Les ouvriers n'ont pas attendu le secours des intellectuels pour résister à l'oppression patronale. Ils ont été assez irrespectueux de la « culture » pour créer, sans aucune « théorie », des organisations de lutte, les syndicats, lesquels eurent tout de suite l'impression de prétendre émanciper le travail ; le syndicat, en effet, poursuit la disparition du patronat et du salariat.

C'est alors qu'interviennent les intellectuels : « Pauvres tous, disent-ils aux ouvriers, qui voulez, sans connaissances économiques, philosophiques, bref, sans théorie révolutionnaire, faire la révolution : votre révolution, ce sera une jacquerie ! » Et chacun d'eux, devant les prolétaires admiratifs, d'exposer sa petite recette infallible, laquelle n'a d'ailleurs qu'un léger inconvénient : c'est d'être presque toujours en contradiction avec celle du voisin.

Comment se fait-il que ces « capacités », se targuant de posséder la science infuse, la formule magique, la pierre philosophale, le socialisme scientifique, en un mot, n'ont jamais été fichtus de se mettre d'accord sur les points les plus évidents de leurs doctrines ? Cela nous rappelle une controverse qui eut lieu il y a quelques années à propos d'un ouvrage de Rosa Luxemburg, résumé et commenté par L. Laurat : *L'accumulation du capital*. L'auteur y soutenait cette thèse que le capitalisme, pour réaliser en numéraire la plus-value extorquée aux travailleurs, et que ceux-ci, bien entendu, ne pouvaient racheter, avait besoin qu'il existât, à côté des classes composant la société capitaliste, des groupes non capitalistes : paysans, petits bourgeois, peuples coloniaux, pour lui permettre de « réaliser » son profit. Les nations capitalistes lutteraient pour s'assurer la possession des pays non capitalistes : Chine, Indes, Amérique du Sud, etc. ; c'est l'impérialisme. Mais, d'autre part, la prolétarisation des populations non capitalistes aurait pour résultat de réduire le marché, et le régime capitaliste, incapable de vivre sur lui-même, s'écroulerait par une immense catastrophe. Cette théorie paraît donc avoir surtout pour but de prouver le mythe marxiste de la catastrophe finale. Toute l'évolution sociale serait soumise à un fatalisme monstrueux, contre lequel toute révolte serait vouée à l'échec.

Parti de ces prémisses, le marxisme a vu se développer dans son sein deux tendances : selon les uns, la catastrophe serait si proche que le prolétariat ignorant n'aurait pas la possibilité de se préparer à recueillir l'héritage du capitalisme ; et la révolution doit donc être dirigée par une équipe consciente d'intellectuels. D'après les autres, le capitalisme serait encore loin d'avoir épuisé toutes ses possibilités ; il aurait encore longtemps à vivre. Et comme toute révolte contre la fatalité historique est vaine, les ouvriers doivent prendre leur mal en patience, s'accommoder tant bien que mal de l'état de choses présent, et, bien entendu, voter pour les candidats du parti.

Robert Louzon, dans la *Révolution Proletarienne*, répondit à Laurat dans un article où il exposait que le capitalisme pouvait fort bien se développer sur lui-même, les différents capitalistes échangeant entre eux, avec très peu de numéraire, leur plus-value respective. D'après lui, il n'y aurait donc aucune perspective de catastrophe fatale, et, si les prolétaires ne se décidaient pas à agir pour se libérer eux-mêmes, ils se condamnaient à l'esclavage à perpétuité.

Peu importe de savoir laquelle de ces théories est vraie. Ce serait perdre son temps. La personne du théoricien présente beaucoup plus d'intérêt. R. Luxemburg, par son origine marxiste, était nécessairement amenée à nier l'utilité de la révolution ouvrière. Sa théorie est la négation du syndicalisme. Au contraire, le syndicaliste Robert Louzon ne pouvait imaginer une classe ouvrière passive et résignée. Vraie ou fausse, sa théorie conduit inévitablement à l'inutilité des théories. Le prolétariat ne se libère que par une action volontaire, subjective, intelligente, sans attendre une catastrophe hypothétique. Le syndicalisme est une école de courage, une morale de l'action.

Et si le syndicalisme est une pratique sans théorie, ce n'est pas cela qui préoccupe beaucoup les syndicalistes révolutionnaires. Ce qui les inquiète infiniment plus, c'est que, avec l'arbitrage obligatoire, la collaboration gouvernementale et les trahisons de ses dirigeants, le syndicalisme est en passe de devenir une théorie sans pratique !

GUENNEC.

Notre pacifisme

Les affiliés aux partis prolétariens nous reprochent notre pacifisme actuel.

« Vous ne fournissez pas, disent-ils les moyens pratiques d'empêcher la guerre qui rôde présentement aux frontières du pays ».

Nous pensons leur répondre tout de go, que nous ne sommes pour rien dans la catastrophe qui se prépare. Les véritables responsables sont les leaders des partis et les chefs de la C.G.T.

Jamais ces hommes n'ont agi franchement pour empêcher la guerre, parce que jamais ils n'ont cherché à détruire la véritable cause des conflits bellicistes, nous avons nommé : le capitalisme.

N'est-ce pas l'un d'eux qui a lancé la célèbre formule : « Le capitalisme porte la guerre en son sein, comme la nuée porte l'orage. »

Belle et vivante formule que nous agitions, nous syndicalistes intégraux plus que jamais, pour illustrer notre mot d'ordre : « Pour combattre la guerre, il faut faire la révolution prolétarienne. »

Nous ne le répéterons jamais assez : tant que les régimes bourgeois vivront, les travailleurs auront la menace de la guerre suspendue sur leurs têtes.

Mais le gros du prolétariat a perdu tout potentiel révolutionnaire à la remorque de ses chefs politiques qui ont délibérément abandonné l'essentiel de leurs doctrines pour s'adapter au climat bourgeois.

Aussi ne faut-il pas s'étonner si les Blum, les Thorez et autres, emploient contre la guerre les mêmes moyens que les bourgeois ennemis : c'est-à-dire un rajustement de la « Mar-seillaise » et de l'idée de Patrie et un surarmement monstre.

Tout comme en 1914.

Mais alors qu'il y a vingt-quatre ans on parlait d'une lutte pour le Droit et la Civilisation, maintenant on nous engage à ouvrir nos boîtes guerrières pour écraser le fascisme.

Comme si partout dans le monde le prolétariat ne végète ou ne souffre sous le signe de la dictature !

Dictature de l'argent dans les démocraties bourgeoises, qu'il s'agisse de royautés ou de républiques.

Dictature de l'argent et d'un homme dans les pays couramment dénommés fascistes.

Dictature d'un homme et d'une caste de fonctionnaires dans un « socialisme » d'Etat, comme en U.R.S.S.

Seuls, les anarchos-syndicalistes espagnols ont réalisé un socialisme libertaire et ils sont attaqués aussi bien par les bourgeois ennemis, que par les réactionnaires les plus franchement déclarés.

Non, pas de croisade antifasciste, mais la Révolution ! Si le prolétariat la veut et se débarrasse de l'influence des politiciens, il peut la faire partout, même en Allemagne et en Italie, pas la source haine dont ils tirent leur force, même en U.R.S.S., où les dictateurs de la « Mar-seillaise » à la moindre étincelle révolutionnaire.

Seule une action prolétarienne internationale et libertaire peut tirer les malheureux travailleurs de la Dictature et de la Guerre.

Laccare.

Les jeunes syndicalistes de France

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SYNDICALES

Dans mon précédent article paru ici, intitulé « Les Jeunes Syndicalistes de France », une coquille regrettable a rendu presque inintelligible une phrase.

Cette phrase que voici : « L'émancipation des travailleurs syndicaux sera l'œuvre des travailleurs syndicalistes eux-mêmes », contient à elle seule toute notre conception du syndicalisme se suffisant à lui-même.

Evidemment, pour que les syndicalistes arrivent à cette conception logique, il fallait que l'histoire fournisse une longue suite d'expériences et, aussi, que le mouvement ouvrier se syndicalise et surtout qu'il sache tirer des enseignements conséquents à cette conclusion.

Jusqu'à 1896 il a été communément admis que ce sont les minorités agissantes qui expriment les aspirations des travailleurs.

En 1906, la classe ouvrière a elle-même cette masse formidable, non organisée, qui compte dans son sein 2/5 de jeunes ouvriers, ardents, avec un admirable instinct du bien, nous ne pouvons que constater sa volonté de se libérer du joug de l'oppression économique.

Et, fait sans précédent dans l'histoire, pendant que jusqu'à présent le capitalisme avait prêté entièrement à sa dévotion le personnel de la maîtrise, le réveil de la conscience de classe a soudé à jamais le bras qui exécute et le cerveau qui commande.

Et ces deux éléments de la classe ouvrière ont prouvé de façon éclatante une maturité politique par le fait de leur fidélité au serment donné, en différant l'accomplissement de leur rôle de maîtres de la situation. Et les revendications ont été arrêtées sur le programme minimum que leurs hommes de confiance avaient consigné.

La classe ouvrière SYNDICALISEMENT ORGANISEE, contenant dans son sein tous les éléments nécessaires, c'est-à-dire les créateurs de la production et les distributeurs de la consommation pourra sans peine continuer sa besogne, comme elle le fait jusqu'à présent.

Car en réalité, c'est elle qui propulse toute la vie économique du pays. Si aujourd'hui elle travaille au profit d'intérêts de la société capitaliste, demain elle saura continuer à remplir ces mêmes fonctions pour son propre profit.

Représentant du bas en haut de l'échelle sociale la production, la classe ouvrière a pas à prouver sa capacité de technicité et d'organisation pour revendiquer sa part entière de gestion. Cela n'a plus besoin de démonstration comme par le passé. Si un avenir très prochain place la vie économique du pays sous le contrôle des travailleurs cet événement marquera un pas gigantesque dans la voie de l'affranchissement de l'humanité tout entière du joug de l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est aux jeunes travailleurs qu'incombe la noble tâche de préparer l'accouchement de cette nouvelle société issue d'eux-mêmes. C'est en eux que nous devons placer tout notre espoir et nous devons galvaniser leurs énergies par notre foi, nous devons à se grouper, à s'organiser et à s'éduquer et j'en suis sûr, ils transformeront notre rêve en une réalité.

C'est alors que nos descendants pourront dire : L'émancipation des travailleurs syndicalistes a été l'œuvre des travailleurs syndicalistes eux-mêmes.

Michel KNELER,

Président des Jeunes Syndicalistes de France.

Siège : 4, rue François-Miron, Paris.